

LE PROGRAMME "ALGERIAN AGRIPRENEURS" AFFICHE SES PREMIERS RÉSULTATS

L'innovation agricole gagne du terrain

Soutenu par l'Union européenne et l'Allemagne, le programme « Algerian Agripreneurs » accompagne l'émergence d'un nouvel écosystème dédié à l'innovation agricole. Six mois après le lancement de la sixième édition de ce programme, les premiers résultats commencent à se concrétiser. P 3



TRANSPORT COLLECTIF **Le retrait des bus plus de 30 ans de services s'accélère**

Le programme de renouvellement du parc national de transport collectif de voyageurs commence à prendre une forme concrète sur le terrain. Plusieurs wilayas ont engagé les premières démarches destinées au retrait des autobus les plus anciens et à leur remplacement par des véhicules neufs et modernes.

P 2

AVEC PRÈS DE 400.000 TONNES DE NAPHTA EXPÉDIÉES EN JUILLET **L'Algérie renforce sa présence sur le marché européen**

Avec près de 400.000 tonnes expédiées en juillet, l'Algérie s'impose comme le premier fournisseur de naphta de l'Europe. En effet, selon les données d'Attaqa, une plateforme spécialisée dans l'énergie, basée à Washington, les exportations algériennes de naphta vers l'Europe ont fortement progressé, en atteignant 397.400 tonnes, leur niveau mensuel le plus élevé depuis mai 2025, plaçant ainsi l'Algérie en tête des fournisseurs du Vieux Continent.

P 5

BANQUE AFRICAINE DE L'ÉNERGIE

Les projets prioritaires à financer

Raffineries, gazoducs, terminaux de GNL, infrastructures de stockage et projets de conversion du gaz en électricité figurent parmi les premières catégories de projets ciblés par la nouvelle institution financière africaine. La Banque africaine de l'énergie (BAE), dont l'entrée en service est prévue dès septembre prochain, est appelée à jouer un rôle central dans le financement des infrastructures énergétiques du continent, notamment dans les pays producteurs d'hydrocarbures.

P 5

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE -
GROUPE SOUDANAIS « SINMAR »

**De nouvelles perspectives
de coopération à l'étude** P 3

FISCALITÉ/RÉGULARISATION
VOLONTAIRE

**Forte affluence
des opérateurs** P 3

AFLOU

**Exploitation prochaine du
barrage de Seklafa pour
l'irrigation agricole** P 6

RENTRÉE SCOLAIRE
2026-2027

Les autorités
locales
poursuivent leurs
préparatifs

Les autorités locales à travers les différentes wilayas du pays poursuivent leurs efforts sur le terrain, afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil des élèves lors de la rentrée scolaire 2026-2027, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, indique dimanche un communiqué du ministère.

"En prévision de la rentrée scolaire 2026-2027 et en application des instructions données par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, lors de la dernière réunion de coordination avec les walis de la République, portant sur la nécessité de tout mettre en œuvre et de prendre en charge les insuffisances relevées, les autorités locales à travers les différentes wilayas du pays poursuivent leurs efforts sur le terrain, afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil des élèves", précise la même source.

Ces efforts "s'inscrivent dans le cadre d'une approche intégrée fondée sur le suivi de terrain et la coordination permanente entre les différents services, notamment à travers l'intensification des visites dans les établissements scolaires pour s'enquérir de l'état de préparation des infrastructures et des salles de cours et de la situation de la restauration et du transport scolaires, et prendre les mesures nécessaires pour réduire la surcharge des classes et améliorer les conditions de scolarisation".

Les opérations menées sur le terrain ont également porté sur "le suivi des nouveaux projets éducatifs, à travers la supervision du lancement et de la réalisation de plusieurs infrastructures destinées à renforcer les capacités d'accueil et à améliorer les conditions d'accueil des élèves, contribuant ainsi à assurer une rentrée scolaire dans les meilleures conditions". Parallèlement, "des réunions de coordination ont permis d'évaluer la situation des établissements scolaires, de recenser les insuffisances et de coordonner les efforts avec les différents services concernés pour qu'elles soient prises en charge rapidement et faire en sorte que les établissements scolaires soient prêts à temps". Dans ce cadre, des instructions ont été données pour "accélérer le parachèvement des projets inscrits en respectant les normes de qualité, en vue de les mettre en service lors de la rentrée scolaire 2026-2027".

R E.

TRANSPORT COLLECTIF

Le retrait des bus plus de 30 ans de services s'accélère

Le programme de renouvellement du parc national de transport collectif de voyageurs commence à prendre une forme concrète sur le terrain. Plusieurs wilayas ont engagé les premières démarches destinées au retrait des autobus les plus anciens et à leur remplacement par des véhicules neufs et modernes. Une opération qui concerne, dans une première phase, les véhicules âgés de 30 ans ou plus, notamment ceux immatriculés en 1996 ou avant, et qui vise à améliorer durablement les conditions de transport, la sécurité des voyageurs et la qualité du service.

Par Réda Hadi

À Chlef, la Direction des transports a lancé l'opération en invitant les opérateurs de transport collectif de voyageurs concernés à se rapprocher de ses services afin de déposer leurs dossiers et d'entamer les procédures de remplacement de leurs anciens autobus. Les propriétaires des véhicules concernés sont appelés à présenter une demande de remplacement, la décision originale d'exploitation, la fiche horaire ou la fiche des itinéraires originale, ainsi que le certificat d'immatriculation original de l'ancien autobus. Le même processus est engagé dans d'autres wilayas. À Constantine et El Oued, les Directions des transports ont entamé les préparatifs nécessaires à la mise en œuvre de cette opération. Les opérateurs exploitant des autobus âgés de 30 ans ou plus ont été invités à se rapprocher de leurs services à compter du 8 août 2026 pour commencer les démarches administratives liées au retrait et au remplacement des véhicules.

À Alger, où les enjeux liés au transport collectif sont particulièrement importants en raison du volume quotidien de voyageurs, la Direction des transports a renouvelé son appel aux opérateurs disposant d'autobus âgés de 30 ans ou plus. Cette première phase concerne notamment les véhicules immatriculés jusqu'en 1996, dans le cadre des instructions visant à accélérer le renouvellement du parc de transport public de voyageurs.

Les services de la Direction des transports d'Alger ont précisé que le dépôt des dossiers est assuré quotidiennement, du dimanche au jeudi. Le dossier doit comporter la demande de remplacement de l'ancien autobus par un nouveau véhicule, la décision originale d'exploitation, la fiche horaire ou la fiche des itinéraires originale et le certificat d'immatriculation du véhicule, communément appelé « carte grise ».

Un dispositif d'accompagnement a également été prévu pour faciliter le processus. Lors du dépôt du dossier, l'opérateur reçoit une première attestation lui permettant de déposer son ancien autobus auprès de l'une des unités de l'entreprise nationale de récupération. Une fois présenté le document officiel attestant la récupération du véhicule, une seconde attestation lui est délivrée afin de lui permettre de poursuivre les démarches d'acquisition du nouvel autobus, notamment à travers le financement bancaire auprès d'un opérateur agréé. L'opération ne repose donc pas uniquement sur le retrait des véhicules vétustes. Elle vise également à faciliter leur remplacement effectif et à réduire les contraintes administratives susceptibles de ralentir le renouvellement du parc. Des avantages spécifiques sur le prix d'acquisition des nouveaux autobus sont par ailleurs prévus pour encourager les opérateurs à engager rapidement cette transition.

Au-delà de la modernisation matérielle, les autorités entendent ainsi agir sur plusieurs facteurs qui influent directement sur la qualité du

transport collectif. Le remplacement des véhicules les plus anciens doit contribuer à renforcer la sécurité, améliorer le confort des voyageurs, réduire les risques liés à l'exploitation d'autobus vieillissants et offrir des conditions de déplacement davantage adaptées aux besoins des citoyens.

Cette démarche s'accompagne d'un renforcement des opérations de contrôle sur le terrain. À Alger, les services de la Direction des transports poursuivent leurs campagnes d'inspection à travers les différents axes et itinéraires de la capitale. Ces contrôles portent notamment sur l'état des véhicules, leur conformité et leur aptitude à l'exploitation, mais également sur le respect des itinéraires, des horaires et des différentes règles régissant le transport public de voyageurs.

L'objectif est de mettre en place une approche globale combinant renouvellement du parc et amélioration de la discipline dans l'exploitation. Les véhicules ne répondant plus aux exigences réglementaires sont ainsi appelés à disparaître progressivement de la circulation, tandis que les opérateurs doivent veiller au respect des conditions d'exploitation et des normes applicables. La première phase du programme, rappelle-t-on, cible les véhicules les plus anciens, avant une extension progressive aux autres autobus concernés par le dispositif. À terme, les pouvoirs publics ambitionnent de disposer d'un parc plus jeune, plus sûr et mieux adapté aux exigences du transport collectif moderne.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE - GROUPE SOUDANAIS « SINMAR »

De nouvelles perspectives de coopération à l'étude

La Société nationale de sidérurgie (SNS) entend renforcer sa présence sur les marchés africains. Dans cette perspective, son Président-directeur général, Slimane Arar, a reçu, hier au siège du groupe SNS, le directeur général du groupe soudanais « Sinmar », M. Khaled Mohamed El Hassan El Hadj, pour une réunion de travail consacrée à l'examen des opportunités de coopération et de partenariat entre les deux groupes. Selon un communiqué de la SNS, cette rencontre a permis aux deux parties d'explorer les possibilités de complémentarité entre les capacités industrielles et d'ingénierie algériennes et les besoins du marché soudanais. Les discussions ont notamment porté sur les perspectives de développement de projets communs et sur les domaines susceptibles de donner lieu à des partenariats concrets. À cette occasion, la partie algérienne a présenté les différents domaines d'activité et métiers de la SNS, notamment les industries sidérurgiques et métallurgiques, la fabrication de structures et d'ouvrages métalliques, ainsi

que les équipements d'irrigation et les pivots agricoles. Les différentes solutions et gammes de produits proposées par les filiales du groupe ont également été exposées, en vue d'identifier de nouvelles opportunités de coopération avec les opérateurs économiques soudanais.

De son côté, le directeur général du groupe « Sinmar » a présenté les principaux secteurs d'activité de son entreprise, qui intervient notamment dans l'ingénierie et les projets d'infrastructure. Ses activités couvrent en particulier l'énergie électrique, les télécommunications et la fibre optique, les réseaux de distribution d'eau et le forage de puits, ainsi que les équipements destinés au stockage des céréales.

Les échanges entre les deux parties ont permis d'identifier plusieurs domaines susceptibles de faire l'objet d'une coopération à l'avenir. Il s'agit notamment des structures et ouvrages métalliques, des équipements d'irrigation et des pivots agricoles, ainsi que d'autres produits et solutions industriels et d'ingénierie

relevant des compétences des filiales de la SNS. Ces secteurs présentent un potentiel de complémentarité avec les besoins liés aux projets et aux marchés soudanais, ouvrant ainsi des perspectives pour le développement de relations commerciales et industrielles entre les deux parties.

Cette démarche s'inscrit, selon la SNS, dans le cadre de sa stratégie visant à élargir ses relations économiques et industrielles avec les marchés africains et à renforcer la présence de ses produits et services à l'échelle du continent. Cette orientation repose notamment sur la complémentarité des capacités industrielles, l'échange d'expertise et la recherche de nouvelles opportunités d'affaires.

À l'issue de la rencontre, les deux parties sont convenues de poursuivre leur coordination et d'approfondir l'examen des domaines de coopération considérés comme prioritaires. L'objectif est d'identifier des opportunités et des projets concrets susceptibles d'être développés à l'avenir.

Synthèse S R.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PROGRAMME “ALGERIAN AGRIPRENEURS” AFFICHE SES PREMIERS RÉSULTATS

L’innovation agricole gagne du terrain

Soutenu par l’Union européenne et l’Allemagne, le programme « Algerian Agripreneurs » accompagne l’émergence d’un nouvel écosystème dédié à l’innovation agricole. Six mois après le lancement de la sixième édition de ce programme, les premiers résultats commencent à se concrétiser.

Par Zahir R.

Dédiée à l’incubation et à l’accélération de projets dans le domaine des technologies agricoles, cette initiative ambitionne de renforcer l’écosystème algérien de l’Agri-Tech et de faire émerger des solutions innovantes au service de l’agriculture. Le programme s’inscrit dans la composante InnovAgro du projet de Développement de l’entrepreneuriat digital et vert en Algérie (DGA). Porté par le ministère de l’Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, le projet bénéficie d’un cofinancement de l’Union européenne et de l’Allemagne et est mis en œuvre par la GIZ en Algérie. L’impact du programme commence déjà à se mesurer à travers plusieurs indicateurs. Cinq entrepreneurs de l’AgriTech ont ainsi commencé à commercialiser leurs nouveaux produits et services, tandis que 30 prototypes de type MVP sont actuellement en cours de développement, rapporte la Délégation de l’UE en Algérie dans un message publié sur sa page Facebook. Sur le plan de la reconnaissance institutionnelle, un projet a déjà obtenu le label « Projet innovant », alors que quatre dossiers ont été déposés pour obtenir ce même label. Neuf autres dossiers sont actuellement en prépara-

tion. Le bilan fait également ressortir un niveau élevé de satisfaction parmi les participants : 85 % d’entre eux déclarent avoir atteint leurs objectifs, notamment en matière de développement des compétences entrepreneuriales, de transformation d’idées en projets concrets, d’accès au marché et de lancement de nouveaux produits. À travers son soutien à cette initiative, l’Union européenne contribue au développement d’un environnement favorable à l’innovation et à l’entrepreneuriat en Algérie, notamment dans un secteur stratégique comme l’agriculture. L’enjeu dépasse en effet la création de nouvelles entreprises. Les solutions développées dans le cadre de l’AgriTech peuvent contribuer à répondre à plusieurs défis auxquels fait face le secteur agricole : amélioration de la productivité, gestion plus efficace des ressources, transition numérique, adaptation aux enjeux environnementaux et renforcement de la sécurité alimentaire. L’Algerian Agripreneurs Challenge constitue à ce titre un instrument destiné à rapprocher les porteurs de projets innovants des marchés et d’un réseau d’experts et de partenaires. Pour son nouveau round, le programme vise notamment à soutenir jusqu’à 25 projets innovants dans l’AgriTech et l’agrobusi-

ness, avec un accompagnement pouvant s’étendre sur plus d’une année. Le dispositif repose sur deux approches complémentaires. Une première cohorte accompagne des entrepreneurs dans leur parcours vers l’obtention du label « Start-up », tandis qu’une seconde bénéficie d’un accompagnement destiné à accélérer sa croissance et à renforcer sa viabilité économique et technique. L’objectif est de réduire l’écart entre l’innovation et sa mise sur le marché. Outre l’accompagnement entrepreneurial, les bénéficiaires peuvent accéder à des formations, du coaching, des expertises spécialisées ainsi qu’à un réseau d’acteurs de l’écosystème de l’innovation. Les premiers résultats enregistrés après six mois témoignent d’une dynamique qui pourrait prendre de l’ampleur dans les prochaines années. La multiplication des prototypes, les premières commercialisations et les démarches de labellisation traduisent une volonté croissante de transformer les idées innovantes en entreprises capables de répondre aux besoins du marché. À terme, Algerian Agripreneurs entend contribuer à la construction d’un écosystème AgriTech plus résilient, compétitif et inclusif, en favorisant l’émergence de solutions susceptibles de soutenir la sécurité alimentaire, la création d’emplois et les transitions verte et numérique.

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Le Premier ministre s’entretient par téléphone avec son homologue malien

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a eu, dimanche, un entretien téléphonique avec son homologue malien, le Général de division Abdoulaye Maïga, au cours duquel les deux parties ont réaffirmé leur attachement aux relations de fraternité et de bon voisinage et fait part de la volonté des dirigeants des deux pays d’insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales, indique un communiqué des Services du Premier ministre. "Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a eu, dimanche 9 août 2026, un entretien téléphonique avec son homologue malien, le Général de division Abdoulaye Maïga, au cours duquel les deux parties ont réaffirmé leur attachement aux relations de fraternité, de solidarité et de bon voisinage unissant les deux peuples frères, et fait part de la volonté des dirigeants des deux pays d’insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales et de relancer la coopération dans les différents domaines", lit-on dans le communiqué. A cette occasion, "le Premier ministre a adressé à son homologue malien une invitation officielle à se rendre en Algérie dans le cadre d’une visite de travail". L’entretien téléphonique a également permis "un échange de vues sur les questions régionales et internationales d’intérêt commun". A cet égard, les deux parties ont souligné "la volonté de l’Algérie et du Mali de renforcer la place du Sahel en tant qu’espace de coopération, d’échanges et de développement commun, dans un climat de sécurité et de stabilité", conclut le communiqué.

APS

FISCALITÉ/RÉGULARISATION VOLONTAIRE

Forte affluence des opérateurs

Les structures de la Direction générale des impôts (DGI), notamment les recettes et les centres des impôts, enregistrent une forte affluence des opérateurs économiques désireux de bénéficier des mesures exceptionnelles de régularisation fiscale volontaire, ainsi que du dispositif d’annulation et d’assainissement des dettes fiscales, prévu par les articles 93 et 122 de la Loi de finances 2026. Entrées en vigueur au début de l’année en cours, ces mesures visent notamment à encourager la conformité fiscale, à faciliter la régularisation des situations non déclarées et à favoriser l’intégration des contribuables dans le secteur formel. S’exprimant à l’APS, le directeur des Relations publiques et de la communication à la DGI, Mounir Didoune, a fait état d’un « grand engouement de la part des opérateurs économiques », estimant que cet intérêt traduit leur prise de conscience de l’importance de saisir cette opportunité pour régulariser leur situation fiscale. Le dispositif prévu par l’article 93 de la Loi de finances 2026 permet aux personnes physiques et morales de régulariser les situations non déclarées moyennant le paiement d’un impôt forfaitaire de 8 % du montant déclaré, sans application de pénalités ni engagement de poursuites. Cette mesure concerne notamment les personnes non enregistrées auprès de l’ad-

ministration fiscale ainsi que celles ayant omis de déclarer leur activité ou de s’acquitter de leurs obligations fiscales. Selon M. Didoune, plusieurs avantages sont prévus dans ce cadre, notamment l’exclusion des montants déclarés de toute opération de redressement engagée par l’administration fiscale, ainsi que la garantie de la confidentialité des déclarations. Le dispositif permet également aux contribuables de réintégrer les fonds déclarés dans le circuit économique formel, de régulariser leur situation fiscale et leurs revenus et de réaliser leurs projets et transactions dans un cadre légal et sécurisé. Sont concernées les personnes physiques ayant un domicile fiscal en Algérie et les personnes morales soumises au droit algérien, notamment les entreprises commerciales, civiles et publiques, ainsi que les coopératives et les contribuables n’ayant pas déclaré leur activité ou n’ayant pas respecté leurs obligations fiscales. Pour bénéficier de cette mesure, les intéressés doivent télécharger et remplir le formulaire de déclaration « unique » et simplifié disponible sur le site de la DGI, puis le déposer auprès de la recette des impôts territorialement compétente, accompagné du paiement de l’impôt forfaitaire de 8 %. La souscription à ce dispositif est ouverte jusqu’au 31 décembre 2026. Certaines catégories sont toutefois exclues,

notamment les montants provenant d’activités illicites, les entreprises relevant de la Direction des grandes entreprises, celles dont le chiffre d’affaires dépasse deux milliards de dinars, ainsi que les entreprises pétrolières et parapétrolières et les sociétés à capitaux étrangers.

Assainissement des dettes fiscales

L’article 122 prévoit, pour sa part, des mesures exceptionnelles d’annulation et d’assainissement des dettes fiscales. Ainsi, les dettes fiscales enregistrées en 2011 et antérieurement font l’objet d’un effacement total, tandis que celles enregistrées entre 2012 et le 31 décembre 2025 bénéficient d’une réduction de 30 % du principal des droits dus, avec annulation des pénalités et majorations, sous réserve du paiement des montants restants au plus tard le 31 décembre 2026. Les contribuables concernés peuvent s’acquitter des montants dus en une seule fois ou selon un échéancier, dont la dernière échéance doit intervenir au plus tard à cette date. Ces dispositions s’appliquent aux personnes physiques et morales ayant des dettes fiscales impayées, qu’elles résultent de rôles généraux ou individuels ou de déclarations fiscales. En sont toutefois exclus les contribuables ayant fait l’objet d’une condamnation judiciaire pour des actes frauduleux liés à l’as-

siette ou au recouvrement de l’impôt. Pour bénéficier de ce dispositif, les intéressés doivent déposer une déclaration de souscription auprès de la recette des impôts compétente, accompagnée de leur situation fiscale arrêtée au 31 décembre 2025. Après satisfaction des conditions requises et règlement des montants dus, les contribuables bénéficient d’une décision d’annulation des pénalités, leur permettant ainsi d’assainir leur situation fiscale. Afin de faciliter la mise en œuvre de ces mesures, la DGI a mobilisé des moyens humains, organisationnels et numériques destinés à accompagner les contribuables et à simplifier les procédures. La Direction organise également des journées d’information, des portes ouvertes et des sorties de terrain à travers différentes wilayas, en plus de l’ouverture de guichets spécialement dédiés à cette opération. À travers ces actions, la DGI entend rapprocher davantage l’administration des contribuables et les accompagner dans leurs démarches de régularisation. M. Didoune a, à cet égard, invité les opérateurs et contribuables concernés à saisir cette « opportunité exceptionnelle » et à se rapprocher du service fiscal le plus proche afin de s’informer sur les conditions et modalités permettant de bénéficier de ces mesures avant l’expiration des délais fixés au 31 décembre 2026. Synthèse R E/Agence

MINISTÈRE

La campagne nationale de nettoyage se poursuit à travers les différentes wilayas du pays

La campagne nationale de nettoyage se poursuit, pour le deuxième jour consécutif, à travers les différentes wilayas du pays, avec la participation des différents services locaux, des établissements publics, des communes et des citoyens, indique samedi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Cette campagne intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à "intensifier la mobilisation sur le terrain, améliorer la propreté de l'environnement et promouvoir le cadre de vie des citoyens", précise le communiqué. Cette campagne "se poursuit à travers des opérations de nettoyage et d'entretien des différents quartiers résidentiels, rues, places publiques, trottoirs, espaces verts et abords des routes, ainsi que le nettoyage des axes des routes nationales et de chemins de wilaya, le curage et le dégagement des avaloirs et des réseaux d'assainissement, outre l'enlèvement des déchets et des différents détritus", ajoute la même source. A noter que ces opérations se poursuivent avec la participation des différents services locaux, des établissements publics et des communes, ainsi que des citoyens et des associations, reflétant "une mobilisation constante sur le terrain pour ancrer la propreté de l'environnement et préserver l'esthétique des villes", conclut le communiqué.

APS

BMS

Vague de chaleur dimanche et lundi sur plusieurs wilayas

Une vague de chaleur affectera, dimanche et lundi, plusieurs wilayas du pays avec des températures pouvant atteindre 45 degrés, indique dimanche, un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf avec des températures maximales oscillant entre 40 et 42 degrés, alors que les minimales seront de 26 à 28 degrés, durant la validité du BMS, dimanche et lundi, précise la même source. La canicule touchera également les wilayas de Chlef, Relizane et Aïn Defla où les températures maximales prévues seront de 44 à 45 degrés et les minimales entre 28 et 30 degrés, dimanche et lundi. (APS)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,02	-7,85	6,09	10,14	11156	3 848 820,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,41	-0,25	7,56	7,64	9832	13 764 800,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,05	1,05	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 115,00	2109,00	-0,28	-6,37	-5,13	8,74	8,30	2006	4 230 654,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,04	6,94	4,22	4,71	0	0,00

BANQUE MONDIALE

L'IA offre un levier vital aux économies en développement en panne de croissance

L'intelligence artificielle (IA) pourrait permettre aux pays en développement d'accomplir en une décennie ce qui prendrait autrement un siècle, à condition d'agir rapidement pour combler les lacunes qui persistent dans l'accès à l'électricité, la connectivité, les compétences et la qualité des institutions, et éviter ainsi de se laisser distancer. Tel est le message principal du Rapport sur le développement dans le monde 2026, publié par le Groupe de la Banque mondiale. Intitulé "La promesse de l'intelligence artificielle", le rapport indique que les emplois dans les pays à revenu élevé sont plus de trois fois plus exposés au risque d'automatisation par l'IA générative que ceux des pays à revenu faible et intermédiaire, où 4,5 % des emplois existants sont menacés, contre 14,2 % dans les pays à revenu élevé. Parallèlement, 16,2 % des emplois dans les économies en développement pourraient enregistrer d'importants gains de productivité grâce à l'IA, un niveau proche des 18,7 % attendus dans les pays à revenu élevé. Pour les pays en développement, le

potentiel de l'IA ne réside pas dans le remplacement des travailleurs, mais dans l'augmentation de leurs capacités. « L'IA offre aux économies en développement un levier d'action vital qu'elles doivent saisir, souligne Indermit Gill, premier vice-président et économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale. Elles n'ont pas besoin de grands modèles ni de vastes centres de données pour en tirer parti. En adaptant des outils d'IA de petite taille et peu coûteux aux réalités locales, ces pays peuvent mettre à la portée de millions de personnes des services de meilleure qualité, des soins médicaux à la vulgarisation agricole, en passant par l'éducation et la justice. Mais ils doivent agir vite : par rapport aux technologies à usage général qui l'ont précédée, telles que l'électricité et l'internet, l'IA se diffuse plus rapidement et ses applications sont plus étroitement liées aux contextes locaux. Le Rapport sur le développement dans le monde 2026 montre comment les pays en développement relèvent le défi — et en récoltent les fruits. »

RÉFRIGÉRATEUR LG INSTAVIEW™

Plus de 5,3 millions d'unités vendues dans le monde

LG Electronics (LG) annonce que son réfrigérateur InstaView™, qui permet de voir le contenu du réfrigérateur sans ouvrir la porte, franchit une étape importante à l'occasion de son dixième anniversaire. Depuis son lancement en 2016, plus de 5,3 millions d'unités ont été vendues dans le monde. Depuis son lancement, le réfrigérateur LG InstaView™ a rencontré un succès constant auprès des consommateurs. Avec plus de 5,3 millions d'unités écoulées, cela représente en moyenne un réfrigérateur vendu chaque minute. L'Amérique du Nord reste son principal marché et représente environ 30 % des ventes mondiales cumulées. En Europe, les consommateurs apprécient particulièrement ses performances en matière d'économie d'énergie, de conservation des aliments et son approche plus durable. Les ventes progressent également de façon régulière en Asie et en Amérique latine, où la demande pour les appareils électroménagers haut de gamme continue de croître. Une nouvelle façon d'utiliser son réfrigérateur Avec InstaView™, LG a repensé l'utilisation du réfrigérateur en permettant aux utilisateurs de voir son contenu sans ouvrir la porte. Il suffit de frapper deux fois sur la vitre pour éclairer l'intérieur et vérifier les aliments disponibles. Cette fonctionnalité permet de limiter les ouvertures inutiles de la porte et de réduire les pertes d'air froid, contribuant ainsi à une meilleure conservation des aliments et à une consommation d'énergie optimisée. Au fil des années, cette innovation a été saluée par la presse spécialisée et récompensée par plusieurs distinctions internationales, dont les Red Dot Design Award, iF Design Award, IDEA et le CES Innovation Award.

Bien plus qu'une innovation : une expérience au quotidien Selon l'analyse des avis clients réalisée par LG à l'échelle mondiale, la perception des consommateurs a évolué au fil du temps. Si les premiers utilisateurs mettaient principalement en avant le côté pratique de la fonction permettant de voir à l'intérieur sans ouvrir la porte, les commentaires récents soulignent davantage son design soigné ainsi que le confort qu'elle apporte au quotidien dans la cuisine. « Depuis dix ans, le réfrigérateur LG InstaView™ illustre notre capacité à innover tout

Ce rapport, première évaluation exhaustive des enjeux de l'IA pour les pays en développement, met en lumière la manière dont les entreprises et les gouvernements de ces pays ont commencé à recourir à cette technologie. Il en ressort que l'IA aide déjà les populations, les entreprises et les gouvernements à résoudre des problèmes, à analyser des informations, à améliorer les prévisions et à fournir des services à plus grande échelle. Ces apports sont particulièrement précieux dans les pays où le nombre de professionnels qualifiés, les registres fiables et les capacités publiques sont souvent limités. Les outils d'IA aident les médecins à poser un diagnostic, les agriculteurs à prendre de meilleures décisions et les entreprises à accroître leur productivité. Les gouvernements pourraient eux aussi utiliser l'IA pour améliorer le recouvrement des impôts, les programmes sociaux, la gestion des catastrophes, les soins de santé et l'éducation.

Synthèse R E

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Août 2026

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg		دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا
	Tomate	70	85	56	الطماطم
	Oignon sec	82	92	73	البصل الجاف
	Ail sec	685	779	591	الثوم الجاف
	Carotte	104	116	91	الجزر
	Navet	198	223	174	اللفت
	Poivron	144	158	129	الفلفل الاخضر
	Piment	147	165	130	الفلفل الحار
	Courgette	87	101	73	الكوسة
	Haricot vert	218	244	193	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	136	152	120	الخس
	Pomme locale	494	624	365	التفاح المحلي
	Datte	504	624	384	التمر
	Banane	695	734	656	الموز
	Melon	88	102	74	البطيخ الاصفر
Produits d'origine animale	Pastèque	67	77	57	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2074	2226	1923	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	472	488	456	الدجاج
	Ceufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

AVEC PRÈS DE 400.000 TONNES DE NAPHTA EXPÉDIÉES EN JUILLET

L’Algérie renforce sa présence sur le marché européen

Avec près de 400.000 tonnes expédiées en juillet, l’Algérie s’impose comme le premier fournisseur de naphtha de l’Europe. En effet, selon les données d’Attaqa, une plateforme spécialisée dans l’énergie, basée à Washington, les exportations algériennes de naphtha vers l’Europe ont fortement progressé, en atteignant 397.400 tonnes, leur niveau mensuel le plus élevé depuis mai 2025, plaçant ainsi l’Algérie en tête des fournisseurs du Vieux Continent.

Par Selma R.

Cette performance intervient dans un contexte marqué par une forte progression des importations européennes de naphtha. Celles-ci ont atteint 1,74 million de tonnes en juillet, contre 1,25 million de tonnes en juin, soit une hausse mensuelle de 39,2 %. L’Algérie a ainsi devancé plusieurs fournisseurs méditerranéens et les États-Unis, confirmant sa position de premier contributeur à l’approvisionnement européen en naphtha. La hausse des exportations algériennes intervient dans un environnement géopolitique particulièrement perturbé, qui a profondément affecté les itinéraires du transport maritime dans la région. Les tensions au Moyen-Orient et les risques associés au passage par la mer Rouge ont notamment conduit à une réorganisation des flux commerciaux. Dans ce contexte, l’Algérie a adapté l’itinéraire de ses cargaisons afin d’éviter le détroit de Bab el-Mandeb. Aucune cargaison algérienne de naphtha à destination de l’Asie n’a transité par ce détroit en juillet, contre environ 132.000 tonnes en juin. Malgré les contraintes logistiques, les exportations algériennes de naphtha vers l’Asie ont progressé, passant de 292.000 tonnes en juin à 441.000 tonnes en juillet. Une partie des flux a été réorientée vers l’Europe, où les conditions de marché se sont révélées plus favorables. Cette capacité d’adaptation des exportateurs algériens aux nouvelles contraintes du transport maritime a ainsi contribué à renforcer la pré-

sence du naphtha algérien sur le marché européen.

L’Algérie devant l’Italie, l’Espagne et les États-Unis

La performance algérienne ressort particulièrement à la lumière du classement des principaux fournisseurs de l’Europe. Avec 397.400 tonnes, l’Algérie devance l’Italie, qui a exporté 264.700 tonnes, l’Espagne avec 212.300 tonnes et les États-Unis avec 160.800 tonnes. Cette position de leader intervient alors que les exportations américaines de naphtha vers l’Europe ont également atteint leur plus haut niveau en onze mois. Toutefois, les perspectives pourraient devenir moins favorables pour les fournisseurs américains en raison du rétrécissement des possibilités d’arbitrage entre les marchés américain et européen. Pour l’Algérie, l’évolution des flux souligne surtout l’importance croissante de sa capacité à valoriser et à commercialiser ses produits pétroliers sur les marchés internationaux, au-delà des exportations traditionnelles de pétrole brut et de gaz.

Le raffinage européen soutient la demande

La progression des importations européennes de naphtha s’inscrit également dans une dynamique particulière du marché régional. Le produit est principalement utilisé dans les secteurs de la pétrochimie et du raffinage. Alors que la demande du secteur pétrochimique a été affectée par les difficultés de transport fluvial liées à

la baisse du niveau des eaux du Rhin, le secteur du raffinage a, pour sa part, accru sa demande. L’écart de prix entre l’essence et le naphtha a atteint 341,8 dollars par tonne, soit son niveau le plus élevé depuis trois ans. Cette situation a renforcé l’intérêt du naphtha comme matière première dans la production et le mélange d’essence. La hausse de la demande extérieure, notamment en provenance du Brésil, a également contribué à améliorer les marges de mélange des raffineurs européens. Les exportations européennes d’essence mélangée avec du naphtha vers le marché brésilien ont ainsi atteint 420.000 tonnes en juillet, leur niveau le plus élevé depuis octobre 2022. La performance enregistrée en juillet confirme l’importance du marché européen pour les exportations algériennes d’hydrocarbures et de produits issus du raffinage. Elle intervient alors que l’Algérie cherche à renforcer la valorisation de ses ressources et à consolider sa présence sur les marchés énergétiques européens. Cette dynamique s’inscrit plus largement dans une période de recomposition des approvisionnements énergétiques européens. L’Algérie a récemment renforcé sa présence sur le marché gazier européen, avec notamment la première livraison de GNL de Sonatrach à destination de l’Allemagne en juillet 2026. Avec la progression de ses expéditions de naphtha, l’Algérie dispose ainsi d’un nouveau levier pour consolider ses débouchés en Europe et accroître la valorisation de ses produits énergétiques sur un marché en pleine recomposition.

BANQUE AFRICAINE DE L’ÉNERGIE

Les projets prioritaires à financer

Raffineries, gazoducs, terminaux de GNL, infrastructures de stockage et projets de conversion du gaz en électricité figurent parmi les premières catégories de projets ciblées par la nouvelle institution financière africaine. La Banque africaine de l’énergie (BAE), dont l’entrée en service est prévue dès septembre prochain, est appelée à jouer un rôle central dans le financement des infrastructures énergétiques du continent, notamment dans les pays producteurs d’hydrocarbures. Dans un entretien accordé à Energies Media, le secrétaire général de l’Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Farid Ghezali, a détaillé les principales priorités de cette banque, présentée comme une réponse africaine au déficit de financement auquel sont confrontés les projets énergétiques du continent. Selon lui, la BAE doit permettre aux pays africains de « mieux valoriser leurs ressources », tout en finançant des projets considérés comme trop risqués par certaines banques internationales. L’objectif est également de soutenir l’ensemble de la chaîne de valeur énergétique, de l’amont jusqu’à la transformation locale, afin de conserver une part plus importante de la valeur créée sur le continent.

Des projets à fort impact

La nouvelle banque entend concentrer ses premiers financements sur des projets jugés stratégiques et susceptibles de produire rapidement des effets sur l’économie et la sécu-

rité énergétique africaines. Les raffineries, les infrastructures de transport, les capacités de stockage, les gazoducs, les terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et les projets de gaz-to-power figurent ainsi parmi les principales catégories ciblées. L’approche défendue par l’APPO repose sur la sélection de projets « bancables, stratégiques et à fort impact » pour l’intégration énergétique du continent. Il s’agit notamment de financer des infrastructures capables d’améliorer simultanément la sécurité des approvisionnements, la création de valeur ajoutée locale et le commerce intra-africain. Cette orientation traduit la volonté de dépasser une logique limitée au financement de la production d’hydrocarbures. La priorité est désormais donnée aux infrastructures permettant de transformer les ressources, de les transporter et de les commercialiser davantage à l’intérieur du continent. Pour Farid Ghezali, l’un des principaux enjeux de la BAE consiste à réduire la dépendance des pays africains aux sources de financement extérieures. La banque doit notamment permettre de sécuriser les projets structurants et de mobiliser des capitaux adaptés aux réalités économiques du continent. L’objectif est de disposer d’un instrument financier capable d’accompagner des projets énergétiques stratégiques dont le financement peut s’avérer difficile auprès des institutions financières internationales. Cette capacité de financement devrait égale-

ment favoriser une meilleure conservation de la valeur ajoutée en Afrique et soutenir le développement de chaînes de valeur locales.

L’APPO accélère ses préparatifs

Le lancement de la Banque africaine de l’énergie constitue l’une des trois priorités fixées par Farid Ghezali depuis sa prise de fonction à la tête de l’APPO en novembre 2025. Le responsable fait état d’avancées importantes sur le chantier de la conformité nécessaire au démarrage de la banque. Selon lui, l’institution dispose désormais d’un siège opérationnel à Abuja et le capital minimal a été atteint, tandis que les travaux se poursuivent pour rendre son démarrage effectif. La restructuration du secrétariat de l’APPO constitue le troisième axe de travail. Elle vise à adapter l’organisation aux nouvelles ambitions du continent et à disposer d’un secrétariat « plus agile, plus performant et mieux structuré ». Parallèlement à la création de la banque, l’APPO prépare une plateforme numérique destinée à améliorer l’accès des entreprises africaines aux opportunités dans le secteur énergétique. Cette plateforme, dont la mise en service est prévue vers la fin de 2026 ou le début de 2027, doit notamment donner davantage de visibilité aux entreprises africaines dans les appels d’offres énergétiques et améliorer la circulation de l’information sur les marchés du continent.

Par Z R.

ALGERIA BID ROUND 2026

ALNAFT mise sur la digitalisation pour séduire les investisseurs

L’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT) poursuit ses efforts de modernisation du processus d’ouverture du domaine minier algérien aux investisseurs. Dans le cadre de l’Algeria Bid Round 2026, l’agence a ouvert, pour la première fois de son histoire, des salles de données virtuelles (Virtual Data Rooms – VDR) permettant aux compagnies intéressées d’accéder à distance aux données techniques relatives aux blocs proposés à l’exploration. Cette évolution marque une rupture avec les pratiques traditionnelles. Les données techniques sont désormais accessibles via une plateforme numérique sécurisée, permettant aux investisseurs d’effectuer leurs analyses depuis n’importe quel endroit dans le monde, sans avoir à se déplacer en Algérie. ALNAFT présente cette démarche comme un moyen de moderniser ses procédures, d’améliorer l’expérience des investisseurs et de faciliter l’accès aux informations stratégiques. La digitalisation du processus ne se limite pas à la mise à disposition des données. ALNAFT indique également mobiliser ses experts multidisciplinaires afin d’assurer un accompagnement technique continu aux entreprises participantes. Cette assistance doit permettre aux investisseurs de mieux exploiter les informations disponibles, d’analyser les opportunités offertes par les différents périmètres et de préparer leurs offres dans les meilleures conditions. Pour l’agence, la combinaison d’une infrastructure numérique sécurisée, d’un accès à distance et d’un accompagnement technique constitue un élément important pour renforcer l’attractivité du secteur amont algérien. L’édition 2026 de l’appel à concurrence porte sur sept blocs d’exploration : El Borma II, El M’Zaid North, Illizi Centre I, East Bordj Omar Driss I, El Hadjira III, South Touggourt et El Benoud East. Le lancement officiel de l’Algeria Bid Round 2026 est intervenu le 19 avril 2026 à Alger. Cette nouvelle édition s’inscrit dans la volonté affichée par les autorités de rendre le cadre d’investissement dans l’amont pétrolier et gazier plus compétitif et plus attractif pour les opérateurs nationaux et internationaux. Selon le calendrier annoncé par ALNAFT, la prochaine phase concerne la soumission des offres, suivie de leur ouverture et de leur évaluation. L’attribution des blocs est prévue pour novembre 2026, tandis que la signature des contrats est programmée pour janvier 2027. Synthèse R E.

TIZI-OUZOU

Le wali insiste sur le respect des délais de livraison des projets

Le wali de Tizi-Ouzou, Aboubeker Essedik Boucetta, a insisté, samedi, face aux responsables locaux et d'entreprises réalisatrices de divers projets sectoriels à travers la wilaya, sur le respect des délais de livraison des projets, selon un communiqué des services de la wilaya. M. Boucetta qui a effectué des visites d'inspection au niveau des chantiers de plusieurs projets en réalisation, a réitéré l'exigence de leur livraison dans les délais contractuels, "sous peine de résiliation de la relation de travail avec les entreprises défaillantes", précise la même source. Le premier point de cette visite a été le projet de réalisation de canalisations d'irrigation des localités de Fréha et Azzazga à partir du barrage de Taksebt et la réalisation d'un réservoir de 3000 m³ au lieu-dit Hendou dans la commune d'Azzazga. Après constat du taux d'avancement des travaux, M. Boucetta a instruit les différents responsables locaux, ainsi que ceux de l'entreprise réalisatrice du projet, de "prendre toutes les mesures nécessaires pour achever le projet avant la fin de ce mois". M. Boucetta qui a, ensuite, visité le chantier du projet de construction de la centrale électrique 60/220 KV à Fréha, a donné les mêmes instructions aux responsables du projet dont les travaux sont encore au stade de l'extraction. Il a rappelé, à l'occasion, l'importance de ce projet destiné à soutenir les centrales déjà en service et celles en construction à Iflissen et Chaoufa, ainsi que la sécurisation de l'alimentation du flanc Nord de la wilaya en électricité. Par ailleurs, et au centre-ville du chef-lieu de wilaya, M. Boucetta, qui a inspecté les travaux d'aménagement de certaines artères, a ordonné le renforcement des chantiers en moyens humains et matériels pour leur livraison dans "les plus brefs délais", a souligné la même source.

APS

AFLOU

Exploitation prochaine du barrage de Seklafa pour l'irrigation agricole

Le barrage de Seklafa, situé dans la commune d'Oued M'zi (wilaya d'Aflou), sera prochainement exploité pour l'irrigation agricole, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

S'exprimant lors d'une récente visite de terrain, le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, accompagné du wali délégué d'Aflou, Younes Benmerrah, a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la mise en exploitation de cette infrastructure hydraulique, dans une première phase pour l'irrigation des terres agricoles, avant d'être également destinée à l'alimentation des habitants en eau potable. D'une capacité de 48,8 millions de M3, ce barrage, qui atteint un taux de remplissage de 100 %, permettra de couvrir les besoins en eau d'irrigation de près de 1.400 hectares (ha) de terres agricoles réparties sur les communes d'Oued M'Zi (Aflou) et Tadjemout (Laghouat), a indiqué le directeur de l'hydraulique de la wilaya de Laghouat, Salah Kerbach.

Et d'ajouter que les procédures d'orienta-

tion des eaux ont déjà été engagées, avec la levée des contraintes techniques, en vue de la mise en exploitation effective de cette infrastructure dans les meilleurs délais. Dans la localité d'El-Bouzdia, dans la commune d'El-Beidha, la délégation officielle a visité une exploitation agricole expérimentale spécialisée dans plusieurs filières, notamment l'arboriculture fruitière, avec la production de pêches, pommes, poires, grenades, amandes, pistaches et abricots. Le wali a, à cette occasion, souligné que cette exploitation constitue un véritable espace de formation agricole appliquée, appelant à mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer un bon encadrement au profit des jeunes souhaitant se former aux métiers de l'agriculture, en coordination avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

L'objectif, a-t-il poursuivi, est de contribuer à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, à même de répondre aux exigences d'une agriculture moderne. Le même responsable a réaffirmé l'engagement des pouvoirs publics à accompagner l'investissement productif et à lever les obstacles susceptibles d'entraver sa concrétisation, tout en exhortant les services compétents à encourager les initiatives visant à développer l'activité agricole. De son côté, le directeur des services agricoles (DSA) de Laghouat, Laïd Bouazza, a fait savoir que cette exploitation s'étend sur 311 hectares et génère 120 emplois directs et 200 autres emplois saisonniers. La visite a aussi été marquée par la présentation d'un projet de réalisation d'une usine de production d'eau minérale à El-Beida.

APS

TISSEMSILT

Lancement prochain du crédit "R'fig" pour l'acquisition des semences

Un guichet unique destiné à l'accueil et au traitement des dossiers des agriculteurs souhaitant bénéficier de semences a été installé au niveau de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Tissemsilt, en préparation du lancement prochain du crédit "R'fig" au profit des agriculteurs de la wilaya, a indiqué le directeur de la coopérative, Abdelkader Loumani. M. Loumani a précisé que cette démarche intervient dans le cadre des préparatifs de la cam-

pagne travaux-semences 2026-2027, soulignant que les procédures administratives "ont été simplifiées et les délais d'examen des dossiers réduits, afin de permettre aux agriculteurs de bénéficier des semences dans les délais requis". Le même responsable a également indiqué que la coopérative avait entamé la préparation des semences destinées à la prochaine campagne de travail-semences, avec des quantités suffisantes. Les stocks disponibles font actuellement l'objet d'opéra-

tions de tri et de traitement conformément aux normes en vigueur, afin de garantir la disponibilité de semences de haute qualité permettant d'obtenir de meilleurs rendements. Il a, par ailleurs, fait savoir que les préparatifs de la prochaine campagne agricole se suivront en coordination avec les différents organismes concernés, notamment la direction des Services agricoles (DSA) et la Chambre d'agriculture, en vue d'assurer la réussite de la campagne dans le cadre d'une ap-

proche participative visant à rapprocher l'administration des agriculteurs et à faciliter les différentes procédures liées au financement et à l'approvisionnement. Pour rappel, la Coopérative des céréales et légumes secs de la wilaya avait fourni, lors de la précédente campagne de travail-semences, plus de 50.000 tonnes de semences de différentes variétés.

APS

M'SILA

Lancement de plusieurs projets d'aménagement urbain à Sidi Aïssa

Des travaux ont été lancés pour l'aménagement et la réhabilitation de plusieurs quartiers de la commune de Sidi Aïssa, dans la wilaya de M'sila, a indiqué samedi le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Ali Bentaoudjine. Le même responsable a précisé à l'APS que ces opérations portent sur l'aménagement des alentours de l'oued traver-

sant cette collectivité locale ainsi que les cités "Mohamed Boudiaf" et "Chouhada" avec le lancement de travaux d'aménagement de trottoirs et de routes et de rénovation de l'éclairage public pour une enveloppe financière de plus de 85 millions DA. Les opérations ainsi retenues comportent également un projet d'aménagement urbain de la cité "Oum Dermane" d'un coût de plus de 160

millions DA, portant sur la rénovation des trottoirs, des routes et du réseau de distribution de l'eau potable, selon la même source qui a souligné que ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat visant la consolidation du cadre de vie des habitants par la réhabilitation des quartiers et des réseaux de base.

R.R

MASCARA

Des colonies de vacances au profit de 1.200 enfants

Quelque 1.200 enfants de la wilaya de Mascara bénéficieront, à partir de ce samedi, de séjours dans des camps de vacances dans plusieurs wilayas côtières de l'Ouest, a-t-on informé de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS), initiatrice de cette opération. Selon la même source, la première tranche de cette opération, destinée aux enfants issus de familles nécessiteuses, concerne 163 enfants âgés de 6 à 14 ans, qui bé-

nécieront d'un séjour balnéaire à Marsa Ben M'Hidi, dans la wilaya de Tlemcen. Financée par le Fonds de wilaya pour la promotion des initiatives de jeunes, cette opération comprend six groupes et se poursuivra jusqu'au début du mois de septembre prochain, a-fait savoir la DJS. Les enfants séjourneront dans des centres de vacances et de loisirs situés sur les plages des wilayas de Tlemcen, Chlef et Mostaganem, pour des durées allant de deux à

trois jours, précise la même source. Un programme riche a été élaboré à leur intention, comprenant notamment des activités culturelles, récréatives, artistiques et touristiques. Il prévoit également des visites de sites touristiques dont récents les wilayas concernées, ainsi que diverses activités artistiques et loisirs et des concours culturels et intellectuels, encadrés par les animateurs des centres de vacances et de loisirs. La liste des enfants bénéficiaires

de cette opération a été établie par la DJS, en coordination avec les services des communes et les cellules de proximité de solidarité, at-on précisées. Cette opération vise à permettre aux enfants de familles issues de nécessités de profiter de vacances estivales, de découvrir la mer et de profiter des paysages naturels pittoresques qu'offrent les régions côtières de l'ouest du pays, à-on indiqué.

R E.

La guerre en Iran ne détrônera pas le dollar. Mais Washington pourrait s'en charger

L'unilatéralisme sape la confiance, les institutions, les atouts macroéconomiques et les circuits financiers efficaces sur lesquels repose le système.

Par Sam Fraser (*)

Même si l'accord-cadre visant à mettre fin à la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran aboutit, les répercussions économiques du conflit persisteront au moins jusqu'à la fin de l'année. Et les conséquences pour le système économique mondial, en particulier concernant le rôle central du dollar américain et sa domination sur le commerce du pétrole, pourraient avoir une portée encore plus grande. Certains analystes ont laissé entendre que cette guerre pourrait bien amener la fin du pétrodollar, ou au contraire qu'elle pourrait marquer le début d'une ère de domination renouvelée du dollar, ou encore que, en réalité, le pétrodollar a cessé d'être un élément clé de l'hégémonie monétaire américaine et ce, il y a déjà plusieurs décennies.

Cette dernière approche est globalement pertinente.

Dans le cadre du système du pétrodollar, le prix du pétrole est fixé en dollars américains, et la grande majorité des transactions pétrolières, 80 % en 2025, sont facturées en dollars. On considère que ce système trouve son origine en 1974, lors d'un accord entre les États-Unis et l'Arabie saoudite : les Saoudiens fixeraient le prix de leurs exportations de pétrole en dollars et réinvestiraient leurs recettes dans des actifs libellés en dollars, tandis que les États-Unis garantiraient la sécurité dans le Golfe. Si cet accord informel a bel et bien existé, son importance a été surestimée. Le dollar dominait déjà le commerce du pétrole depuis des décennies avant 1974, en raison de son rôle plus large en tant que monnaie du commerce mondial et des réserves de change, tel qu'établi à Bretton Woods. Et surtout, les Saoudiens et les autres producteurs de l'OPEP n'avaient guère d'autre choix que de réinvestir leurs recettes dans des actifs libellés en dollars, car seuls les marchés du dollar disposaient d'une taille et d'une liquidité suffisantes pour absorber ces afflux de capitaux. Le recyclage des pétrodollars, par lequel les principaux États producteurs de pétrole investissaient à l'étranger leurs recettes pétrolières libellées en dollars, a certainement contribué à faciliter la transition du système monétaire mondial de l'ère de l'étalon-or vers celle de la monnaie fiduciaire et des taux de change flottants, et les pétrodollars ont constitué une source cruciale dans la demande d'actifs libellés en dollars pendant les décennies qui ont suivi. Cependant, l'importance du pétrodollar ne cesse de diminuer depuis un certain temps déjà. Une analyse du FMI montre que, dans les années 1970, près de la moitié des recettes issues des exportations de pétrole finissait

sous forme de dépôts dans des banques occidentales. Entre 2018 et 2023, ce pourcentage semble avoir chuté pour atteindre un montant inférieur à 10 %. Au lieu de canaliser la majeure partie de leurs recettes d'exportation vers les banques occidentales et les bons du Trésor américain, les États du Golfe orientent ces revenus vers d'énormes fonds souverains qui investissent principalement dans des projets nationaux. Parallèlement, les excédents en exportation et l'accumulation de dollars par les économies manufacturières d'Asie de l'Est ont fini par éclipser ceux des États du Golfe, faisant de ces premières une source plus importante de liquidité mondiale en dollars. Ce que les analyses actuelles, centrées sur le pétrodollar, négligent, c'est que le commerce du pétrole n'a jamais été qu'un pilier parmi d'autres dans le système complexe et en constante évolution qu'est l'ordre mondial du dollar. La caractéristique la plus connue de cet ordre est son rôle de monnaie de réserve mondiale, grâce à sa stabilité, ses liquidités et son solide soutien institutionnel. Sa part dans les réserves s'élève aujourd'hui à environ 58 %. Plus important encore est le rôle dominant du dollar sur les marchés via la facturation transfrontalière et la dette. Au-delà du seul pétrole, le dollar est utilisé dans plus de 50 % des transactions commerciales mondiales. Environ la moitié de l'ensemble des prêts bancaires transfrontaliers et des émissions internationales de titres de dette, obligations d'entreprises et souveraines, sont également libellés en dollars. Cette activité s'appuie sur un gigantesque système bancaire offshore en dollars, au sein duquel des banques non américaines créent des milliers de milliards de nouveaux dollars par le biais de leurs activités de prêt. Ces dollars offshore ont été efficacement garantis, lors des crises financières mondiales, par les lignes de swap mises en place par la Réserve fédérale avec les banques centrales étrangères. Comme l'ont brillamment démontré des analystes tels que Karthik Sankaran et Brendan Greeley, c'est principalement cette activité qui soutient la centralité du dollar, plutôt que la répartition des réserves officielles ou la facturation du pétrole des États du Golfe. Et des données récentes montrent que les engagements en dollars offshore n'ont cessé de croître au cours de la dernière décennie. C'est pourquoi la guerre contre l'Iran n'aura qu'un impact limité sur la position centrale du dollar. De nombreux pays risquent de perdre confiance dans le soutien sécuritaire des États-Unis et de s'irriter de l'imprudence américaine. Les pays soumis à des sanctions continueront de trouver des canaux alternatifs pour la facturation de leurs échanges commerciaux et leurs emprunts, ce qui entraînera un éloignement marginal par rapport au dollar. Mais pour la majorité des transactions mondiales, il n'existe toujours pas d'alternative économiquement compétitive au

billet vert. Pourtant, le système du dollar entraîne des coûts importants pour bon nombre de ses participants, en particulier dans les pays en développement. Dans le contexte de la guerre en Iran, ses effets sont flagrants. La guerre a provoqué une flambée des prix des combustibles fossiles, et maintenant que les États-Unis sont un exportateur net d'hydrocarbures, cela fait grimper la valeur du dollar. Pour les pays qui dépendent des importations de combustibles fossiles payées en dollars, la flambée des prix du pétrole a des répercussions dévastatrices. Partout en Asie du Sud et du Sud-Est, qui dépendent fortement du pétrole du Moyen-Orient, cela a conduit à un rationnement des carburants, à des mesures d'austérité et à des campagnes visant à permettre de réduire les importations. Les banques centrales de la région ont puisé dans leurs réserves de change pour éviter une dépréciation plus drastique. Ces conséquences néfastes de la position dominante du dollar ne datent pas d'hier. Lors de ce qu'on a appelé « choc Volcker » pendant les années 1980, les hausses spectaculaires des taux d'intérêt américains avaient entraîné une flambée des coûts du service de la dette pour les pays en développement, contribuant ainsi à une décennie de récession et de stagnation économique. À eux seuls, les pays en développement ont peu de pouvoir pour modifier le système du dollar ou s'en affranchir. Et malgré la volonté de l'Arabie saoudite d'expérimenter la vente d'une partie de son pétrole en yuan, les producteurs de pétrole n'ont guère intérêt à s'éloigner du dollar, à moins d'y être contraints par des sanctions. Les deux émetteurs de devises ayant le poids nécessaire pour rivaliser avec le dollar sont l'Union européenne et la Chine. L'euro bénéficie du soutien d'une banque centrale solide, d'une liberté totale de conversion et de marchés financiers vastes et flexibles, mais il souffre de problèmes de fragmentation et de coordination entre les États membres de l'UE. L'internationalisation du renminbi est freinée par les contrôles des capitaux et le manque de liquidité des marchés. La Chine a remporté un certain succès dans la création de canaux alternatifs pour les paiements en renminbi et règle désormais environ 30 % de ses échanges commerciaux dans sa propre monnaie, même si la part du renminbi dans le total des transactions commerciales mondiales et des réserves de change reste faible. Dans l'état actuel des choses, aucune de ces deux monnaies n'est susceptible de supplanter le dollar dans son rôle mondial. Toutes deux devraient toutefois représenter une part croissante des réserves et des paiements, tandis que le dollar conservera une position dominante dans ces domaines. L'administration Trump, pour sa part, estime que le système du dollar fait peser un fardeau intolérable sur les États-Unis

en créant une demande supplémentaire en dollars, ce qui fait grimper la valeur de la devise et compromet la compétitivité des exportations américaines. Sa stratégie tarifaire vise, de manière désordonnée, à réduire les coûts de l'hégémonie du dollar tout en préservant ses avantages : des emprunts meilleur marché et un pouvoir de sanction exceptionnel. Cette manœuvre s'inscrit dans le cadre d'une tentative plus large de l'administration Trump visant à remplacer une stratégie d'hégémonie par une stratégie de domination. C'est un mauvais choix. L'hégémonie fonctionne grâce à la promulgation de règles et à la mise en place d'institutions, ainsi qu'à la cooptation d'autres acteurs systémiques puissants par le biais d'accords mutuellement avantageux. L'hégémonie, c'est la capacité de mettre en quarantaine le système bancaire de toute une nation par la simple promulgation d'une règle par le ministère des Finances. La domination s'exerce par des démonstrations ostentatoires de force et de coercition. C'est la capacité d'assassiner les plus hauts dirigeants d'un adversaire lors d'une frappe de précision et de finir malgré tout par perdre la guerre. Jusqu'à présent, les erreurs commises par l'administration Trump n'ont pas suffi à mettre fin à la position dominante du dollar. Mais pour que le système du dollar s'effondre rapidement, le coup devra venir de l'intérieur. Les attaques contre l'indépendance et la crédibilité de la Fed pourraient compromettre la mise à disposition de lignes de swap en dollars, indispensables lors de la prochaine crise mondiale. Entre les baisses d'impôts décidées par l'administration et les demandes colossales de nouvelles dépenses militaires, les déficits américains ont atteint des niveaux sans précédent en période de croissance économique, ce qui pourrait éroder la confiance dans les bons du Trésor américain, fondement des marchés financiers riches et fluides qui rendent le dollar si attractif. Contrairement à ce qu'affirme la Deutsche Bank, la guerre contre l'Iran ne constitue pas une « tempête parfaite » pour le dollar. Mais elle est révélatrice de l'imprudence et de l'unilatéralisme croissants qui sapent la confiance, les institutions, les atouts macroéconomiques et les circuits financiers performants sur lesquels repose le système du dollar. La tempête n'est pas encore là, mais les nuages s'amoncellent.

(*) Écrivain, il vit à New York. Il est titulaire d'un master en finance internationale et politique économique de la School of International and Public Affairs de l'université Columbia, où ses études ont principalement porté sur l'évolution du système commercial mondial.
Source : Responsable Statecraft, Sam Fraser, 23-06-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBYE

Tripoli se rapproche de son objectif de produire 2 millions de barils de pétrole par jour

La Libye se rapproche de son objectif d'augmenter sa production pétrolière à 2 millions de barils par jour d'ici le début de la prochaine décennie, après que les factions ont conclu un accord sur un budget national unifié avec le soutien des États-Unis, débloquant ainsi de nouveaux financements pour le secteur énergétique du pays. Le nouveau budget alloue plus de 13 milliards de dinars libyens (environ 2 milliards de dollars) à la Compagnie nationale pétrolière libyenne (NOC), fournissant un financement indispensable pour stimuler les activités d'exploration après que la société n'ait pas reçu de financement en 2025.

Il s'agit du premier budget unifié de la Libye depuis 2013. Cette initiative intervient alors que le conflit au Moyen-Orient continue d'affecter près de 20 % de la production mondiale de pétrole et de gaz, incitant de nombreuses compagnies énergétiques internationales à rechercher de nouvelles opportunités d'investissement. La Libye a désormais porté sa production pétrolière à environ 1,4 million de barils par jour, son niveau le plus élevé depuis plus de dix ans. La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) prévoit de reprendre l'exploitation de plusieurs gisements pétroliers fermés depuis des années en raison du conflit et de l'instabilité politique qui ont suivi la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

R I.

ARABIE SAOUDITE
L'incendie d'une installation d'Aramco maîtrisé

L'Arabie saoudite a annoncé dimanche que ses équipes de pompiers avaient maîtrisé un incendie qui s'était déclaré dans une installation de la Saudi Arabian Oil Company (Aramco) à Jizan. Les Houthis yéménites ont revendiqué l'attaque. Sur la plateforme américaine de médias sociaux X, le porte-parole militaire houthi, Yahya Saree, a déclaré que l'attaque avait été menée avec un drone, affirmant qu'il s'agissait d'une riposte aux frappes de drones saoudiennes présumées dans les provinces yéménites de Saada et Hajjah. Les autorités saoudiennes n'ont pas réagi à cette déclaration, mais le ministère saoudien de l'Énergie a indiqué que l'incident n'avait fait aucune victime.

Agence

NOURRIR DEMAIN, DÈS AUJOURD'HUI
Un nouveau modèle alimentaire pour la Tunisie

Les étals débordent, les prix fluctuent, la vie continue. Rien, dans le quotidien des marchés tunisiens, ne trahit la fragilité d'un système alimentaire suspendu à des équilibres de plus en plus précaires Derrière l'abondance apparente se joue pourtant l'une des équations les plus complexes de l'économie tunisienne, celle qui relie la sécurité alimentaire à la disponibilité de l'eau, à la santé des sols et à la capacité du pays à financer sa dépendance extérieure.

Synthèse Rédaction Internationale

Ce n'est plus seulement une question agricole. C'est un enjeu de politique économique, de gestion des ressources naturelles et de résilience climatique. Les chiffres de la campagne 2025 et 2026 ont nourri un optimisme prudent. Une pluviométrie généreuse a permis une récolte évaluée à plus de 20 millions de quintaux, contribuant à couvrir près de 65% des besoins nationaux en céréales pour la saison 2025 et 2026, contre des niveaux nettement inférieurs les années précédentes. Une performance réelle, mais qui ne doit pas masquer l'ampleur du chemin restant. La consommation tunisienne avoisine 30 millions de quintaux par an, et le pays continue d'importer chaque année environ 22 millions de quintaux de céréales, en particulier du blé tendre destiné à la panification. À la fin de l'année 2024, les céréales représentaient encore près de 48% de la facture alimentaire importée du pays. La bonne récolte allège la pression sur les finances publiques, mais elle ne rompt pas la dépendance structurelle aux marchés internationaux, exposant la Tunisie aux soubresauts géopolitiques et à la volatilité des prix mondiaux. Le premier trimestre 2026 illustre cette ambivalence. La balance commerciale alimentaire a certes dégagé un excédent de près de 800 millions de dinars, en amélioration par rapport à l'année précédente, mais le déficit commercial global du pays s'est simultanément aggravé, révélant à quel point les équilibres agroalimentaires restent otages de dynamiques macroéconomiques bien plus larges qu'eux.

L'eau, ressource stratégique

C'est pourtant en amont, dans la gestion de l'eau, que se noue le véritable défi de long terme. La Tunisie a basculé sous le seuil critique de pénurie hydrique, avec une disponi-

bilité en eau tombée sous la barre des 400 mètres cubes par habitant et par an, très en deçà du seuil de rareté fixé à 500 mètres cubes par les organismes internationaux. Les ressources hydriques renouvelables nationales plafonnent à environ 4,6 milliards de mètres cubes par an, un volume figé face à une demande que la croissance démographique, l'urbanisation et le réchauffement climatique ne cessent de tirer vers le haut. Or l'agriculture continue d'absorber à elle seule près de 77 à 80% des prélèvements d'eau du pays, une proportion difficilement soutenable dans un contexte de rareté croissante. Le répit pluviométrique de la saison 2025 et 2026, qui a permis de relever le taux de remplissage des barrages à des niveaux jugés satisfaisants, ne doit pas être confondu avec une résolution du problème. Un an plus tôt, en 2025, ce même taux de remplissage oscillait entre 28% et 38 % selon les périodes, confirmant l'installation durable d'une vulnérabilité hydrique structurelle que quelques mois de pluie ne suffisent pas à effacer. Produire plus de nourriture avec moins d'eau disponible n'est plus une option stratégique parmi d'autres. C'est la seule trajectoire compatible avec la durabilité du modèle.

Les femmes rurales, un gisement de résilience

L'économie environnementale ne se limite pas aux ressources naturelles. Elle intègre également le capital humain qui les met en valeur. En Tunisie, les femmes représentent plus de la moitié de la population rurale, mais elles n'exploitent directement que 5 % de la superficie agricole du pays, un déséquilibre qui prive l'économie tunisienne d'un levier de productivité et de résilience considérable. Corriger cette asymétrie ne relève pas seulement de la justice sociale. C'est un investissement économique direct dans la sécurité alimentaire du pays, tant les études agronomiques convergent pour montrer qu'un ac-

EGYPTE

Lancement de nouveaux terrains à l'investissement dans 15 secteurs d'activité

Ces opportunités sont proposées chaque mois, du 1er au 15 et s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du pays visant, à parvenir à un développement urbain durable, à accroître la contribution du secteur privé, à réaliser des projets de développement, Le ministère du Logement lance près de 100 pièces de terrains à l'investissement, dans les nouvelles communautés urbaines, d'après un communiqué publié samedi 8 août. Elles commencent à partir de 500 m² pour les petites et moyennes entreprises (PME) et atteignent plus de 39 feddans (environ 16 hectares) pour les grands projets multi-activités, a annoncé Walid Abbas, vice-ministre du Logement pour les

Communautés urbaines. Il a précisé que 99 opportunités d'investissement étaient proposées le mois courant, uniquement offertes pour les Egyptiens sur le portail des services aux investisseurs de l'Autorité des nouvelles Communautés urbaines jusqu'au 15 août. "Ces terrains, libellés en livres égyptiennes et réservés aux entreprises locales, affichent des superficies variées adaptées à toutes les catégories d'investisseurs", souligne Abbas. Il a également ajouté que le portail dédié à l'investissement étranger avait déjà enregistré environ 204 demandes de la part d'entreprises internationales au cours de ce mois d'août 2026. Ces opportunités sont proposées chaque mois, du 1er au 15 et ces terrains

cès équitable des femmes aux ressources productives se traduit par des gains de rendement significatifs, en particulier dans les exploitations familiales qui constituent l'ossature du tissu agricole tunisien.

L'agroécologie comme boussole économique

Face à ce triple mur, hydrique, foncier et climatique, la tentation d'une intensification agricole classique atteint ses limites. Accroître les surfaces irriguées ou multiplier les intrants dans un contexte de raréfaction de l'eau reviendrait à hypothéquer davantage les ressources de demain pour sécuriser les récoltes d'aujourd'hui. La transition agroécologique s'impose au contraire comme la réponse la plus cohérente avec les contraintes économiques et environnementales du pays. Elle mobilise l'écosystème naissant de l'Agri-Tech tunisienne, capable d'optimiser l'irrigation de précision et la gestion des sols, et elle ouvre la voie à une valorisation plus systématique des eaux usées traitées, dont le potentiel demeure aujourd'hui largement sous exploité au regard des capacités installées. Cette trajectoire suppose un cadre réglementaire incitatif, un accès facilité au financement climatique international et une gouvernance de l'eau repensée pour sortir d'une logique de gestion de crise. Le plan national Eau 2050, qui mise sur la mobilisation des ressources non conventionnelles, en constitue une première pierre. Mais sa réussite dépendra de la vitesse d'exécution, dans un contexte où chaque année de retard alourdit le coût de l'adaptation. La sécurité alimentaire tunisienne ne se mesure plus au seul volume des récoltes ou à la disponibilité des produits sur les marchés. Elle se joue désormais dans l'articulation fine entre gestion de l'eau, inclusion économique des femmes rurales et transformation des modèles de production.

Agence

D’ICI 2030

Le Nigeria cible 50 milliards \$ d’investissements pétrogaziers en mer

Pour un pays producteur de pétrole, la richesse du sous-sol ne suffit pas à attirer les capitaux. Il faut aussi un cadre réglementaire fiable. Le Nigeria l’a appris à ses dépens pendant des décennies de sous-investissement offshore.

Par Rédaction Internationale /Agence

Jusqu’à 50 milliards de dollars d’investissements offshore sont attendus au Nigeria d’ici 2030, portés par 22 grands projets en cours de développement. C’est ce qu’a annoncé la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC) mercredi 5 août à Lagos, en marge du Nigeria Annual International Conference and Exhibition (NAICE 2026). En janvier dernier, la NNPC Ltd dévoilait le Gas Master Plan 2026 (NGMP 2026) qui vise à attirer plus de 60 milliards de dollars d’investissements sur l’ensemble de la chaîne de valeur pétrole et gaz d’ici 2030. Ce plan fixe également des objectifs de production gazière, 10 milliards de pieds cubes par jour en 2027 et 12 milliards en 2030, et des objectifs pétroliers de 2 millions de barils par jour en 2027 et 3 millions en 2030. Les 22 projets offshore mentionnés par le régulateur, estimés entre 30 et 50 milliards de dollars, constituent la principale traduction concrète de ce plan. La NUPRC a également indiqué avoir approuvé plus de 57 milliards de dollars

de plans d’exploitation de champs depuis 2024, dont certains ont déjà abouti à des décisions finales d’investissement. « La certitude des investissements n’est plus une aspiration, elle devient une caractéristique durable de notre cadre réglementaire », a déclaré Oritsemeyiwa Eyesan, sa directrice, d’après des propos rapportés par Punch Nigeria. Ces projets en mer marquent un tournant dans la stratégie de production nigériane. Jusqu’ici, les nouvelles productions venaient surtout des champs terrestres et des eaux côtières peu profondes, indique Businessfront. Les grands projets en eaux profondes, situés loin des côtes et nécessitant des équipements bien plus lourds, sont plus coûteux et plus longs à développer, mais ce sont eux qui doivent porter la prochaine vague de croissance. Cette dynamique commerciale favorable s’explique aussi par le contexte géopolitique. Depuis la fermeture du détroit d’Ormuz en février, l’Inde et d’autres acheteurs asiatiques ont multiplié leurs achats de brut nigérian en quête d’alternatives au brut du Golfe persique.

Un cadre réglementaire réformé pour attirer les capitaux

Le cycle d’attribution de licences 2025 illustre concrètement ce regain d’attractivité, attribué aux réformes impulsées par la loi pétrolière de 2021, à la transparence accrue des processus d’attribution de licences et à l’amélioration de la sécurité dans la région du delta du Niger. Ainsi sur 50 actifs mis aux enchères, 31 entreprises ont remporté 37 blocs sur un total de 143 entreprises ayant soumis environ 200 offres, un niveau de compétition inédit, selon la NUPRC. Des actifs dont le régulateur juge qu’ils pourraient débloquer près de 500 millions de barils de pétrole et environ 56 milliards de mètres cubes de gaz alors qu’un nouveau processus d’octroi de permis pétrogazier est en préparation pour le 3ème trimestre 2026. Au-delà de la production, le régulateur met en avant l’impact économique de ces investissements. « Ces investissements créeront des emplois, élargiront les infrastructures et renforceront la sécurité énergétique », a déclaré Eyesan.

GUINÉE

La rentrée scolaire 2026-2027 sous la menace d’une grève générale

Alors que la Guinée aspire à de meilleures performances éducatives, la question de la stabilisation du corps enseignant demeure un angle mort que le pays se doit de couvrir. En Guinée, la prochaine rentrée scolaire s’annonce sous tension. Le mardi 4 août, la nouvelle ministre de l’Education Bintou Keita a reçu les fédérations syndicales

du secteur, pour une audience vise à désamorcer une crise vieille de plusieurs années, d’après un communiqué du ministère. Au cœur du problème figurent 4 500 enseignants contractuels communaux, écartés lors du processus d’intégration à la fonction publique locale. En 2024, ces agents déjà déployés en classe avaient passé un concours spéci-

fique, qui comprenait une évaluation en pratique de classe. Sur 14 000 candidats, quelque 10 000 avaient obtenu un arrêté d’intégration en septembre. Les autres demeurent sans statut officiel. Pourtant, un protocole conclu le 3 janvier 2026 avait prévu un traitement rapide de ce dossier. Il associait le gouvernement à l’intersyndicale de l’éducation, com-

posée de la Fédération syndicale professionnelle de l’éducation (FSPE), du Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG), et du Syndicat national de l’éducation (SNE). Une commission mixte devait examiner les listes biométriques et les notes de pratique dans un délai de deux mois.

R I.

POUR SON PROGRAMME NUCLÉAIRE

L’Ethiopie s’appuie sur Moscou et Washington

Le nucléaire civil est l’un des secteurs où la compétition entre grandes puissances est la plus intense. Russie, États-Unis, Chine et France se disputent les contrats partout dans le monde, y compris en Afrique. Dans le cadre de la mise en place du cadre réglementaire dédié au nucléaire civil, l’Éthiopie fait appel simultanément à la Russie et aux États-Unis, deux grandes puissances concurrentes. L’Ethiopian Technology Authority (ETA) a organisé mardi 4 août à Addis-Abeba un forum de consultation pour examiner un projet de réglementation sur les installations nucléaires, en présence de représentants de ces deux pays parmi les partenaires internationaux. Ethiopian News Agency (ENA) rapporte que l’ETA s’est associée à deux

régulateurs dont les pays sont habituellement en compétition sur la scène internationale. D’un côté, la Nuclear Regulatory Commission (NRC), l’autorité américaine en matière de sûreté nucléaire, de l’autre, Rostechnadzor, le service russe de supervision nucléaire, dont le pays est également le principal partenaire industriel de l’Éthiopie dans la construction de sa future centrale. Solomon Getachew, directeur général de l’ETA, a précisé que les mécanismes de formation du personnel, de délivrance des licences, d’inspection et d’application des règles sont tous développés conformément aux standards de l’International Atomic Energy Agency (IAEA) Cette approche plurielle n’est pas nouvelle. En janvier, l’Éthiopie avait déjà organisé une séance de travail avec des di-

plomates français et finlandais sur les cadres réglementaires et la gestion des déchets nucléaires. Un développement intervenu alors même qu’elle avançait avec la Russie sur le plan industriel, comme le rapportait Agence Ecofin à l’époque. Le projet de réglementation sera affiné à partir des retours recueillis lors du forum avant sa ratification formelle, toujours selon ENA.

Un programme ancré dans l’urgence énergétique du pays

L’Éthiopie tire environ 96 % de son électricité de l’hydroélectricité. Cette dépendance expose le pays aux aléas climatiques, notamment aux sécheresses récurrentes, indique l’Agence internationale de l’énergie (AIE). Avec une population de plus de 120

millions d’habitants et des ambitions industrielles croissantes, l’Éthiopie vise une capacité électrique de 17,1 GW d’ici 2030, contre environ 6,1 GW en 2024, selon la Banque africaine de développement (BAD). Le nucléaire représente l’une des réponses à ce défi. L’Éthiopie prévoit deux réacteurs d’environ 1200 MW chacun, opérationnels entre 2032 et 2034, indique Horn Review. Son partenaire industriel principal est Rosatom, le groupe public russe qui a signé une feuille de route avec Addis-Abeba en avril 2026, couvrant les aspects techniques, institutionnels et opérationnels du projet. L’entreprise construit notamment la centrale d’El Dabaa en Égypte, dont les quatre réacteurs auront chacun 1200 MW de capacité.

R I.

POUR ACCÉLÉRER LA COUVERTURE RÉSEAU La Namibie mise sur les autorités traditionnelles

Environ 35 % des Namibiens restaient privés d’accès à Internet en 2024, selon l’UIT. Parmi les facteurs qui expliquent cette fracture numérique figure l’insuffisance de la couverture réseau dans certaines parties du territoire. La Namibie veut s’appuyer sur les autorités traditionnelles pour accélérer le déploiement des réseaux de télécommunications dans le pays. Ces acteurs locaux sont considérés comme des relais essentiels pour faciliter l’accès aux communautés et contribuer à lever certains obstacles liés à l’installation des infrastructures numériques.

La question était au cœur d’une réunion organisée par le Traditional Authorities Trust, avec la participation de la ministre des Technologies de l’information et de la communication, Emma Theofelus (photo), ainsi que des représentants de la Communications Regulatory Authority of Namibia (CRAN), de MTC, de Telecom Namibia et de PowerCom.

Les échanges ont porté sur les moyens de simplifier les procédures d’installation des pylônes de télécommunications dans les communautés, afin de limiter les retards et les coûts de déploiement des infrastructures.

Cette initiative intervient alors que les autorités namibiennes ambitionnent de généraliser l’accès aux services de télécommunications d’ici 2030, dans un contexte marqué par une fracture numérique encore importante. L’atteinte de cet objectif nécessite le déploiement de nouvelles infrastructures, notamment dans les zones rurales et isolées.

Dans plusieurs pays africains, l’installation de pylônes de télécommunications dans certaines communautés peut toutefois se heurter à des réticences locales. Ces oppositions sont parfois alimentées par des informations erronées attribuant aux rayonnements non ionisants des effets nocifs sur la santé. Le déploiement des réseaux 4G et, plus récemment, de la 5G, a notamment suscité des inquiétudes dans certaines populations.

Selon les données officielles, environ 360 000 Namibiens, soit près de 12 % de la population, n’étaient toujours pas couverts par un réseau 4G en février 2024. La couverture 3G atteignait 89 %, selon l’Union internationale des télécommunications (UIT), tandis que la 2G couvrait déjà l’ensemble du territoire. Par ailleurs, 339 écoles et 50 centres de santé ne disposaient toujours pas d’une connectivité adéquate début 2024, d’après les autorités.

Agence

POINT-MARCHÉS

Pluie de records en Europe

Une semaine de records sur les marchés. A Wall Street comme en Europe, les indices ont atteint de nouveaux sommets, soutenus par de solides résultats d'entreprises et une relative détente de la situation au Moyen-Orient.

Autre facteur favorable : le rapport sur l'emploi américain, plus faible qu'attendu, a été bien accueilli par les investisseurs. Ces chiffres ont tempéré les anticipations d'une hausse des taux de la Fed en septembre.

Tops / Flops de la semaine

TOPS Europe

WPP Plc +37,73 % : le géant britannique de la publicité est porté par des résultats semestriels meilleurs qu'attendu, avec un deuxième trimestre au-dessus des prévisions. Le groupe confirme au passage ses objectifs annuels, de quoi rassurer pleinement les investisseurs.

Sivers Semiconductors +31,42 % : le concepteur suédois de semi-conducteurs reprend de la hauteur après la disparition de Jane Street du registre suédois des ventes à découvert. Le débouclage de positions courtes par l'un des acteurs les plus surveillés du marché a suffi à relancer le titre, sans la moindre annonce opérationnelle.

Kingspan Group +19,75 % : le fabricant irlandais de matériaux d'isolation relève ses prévisions 2026, porté par l'explosion de la demande des centres de données. La suspension du programme de rachat d'actions de 650 MEUR accompagne la publication, signe d'une réallocation des priorités financières.

Hensoldt +13,24 % : l'équipementier de défense allemand profite de ses résultats portés par une forte dynamique des commandes, sur fond de hausse des dépenses militaires en Europe, le groupe confirmant l'ensemble de ses perspectives annuelles. Jefferies a toutefois ramené son opinion à neutre, tout en relevant son objectif de cours à 98 EUR.

Eurazeo +12,87 % : la société d'investissement française a engagé des discussions exclusives avec le suisse Partners Group pour céder sa participation dans Aroma-Zone, marque de beauté naturelle qu'elle accompagne depuis 2021. Une sortie menée dans le cadre de sa stratégie Capital, qui montre sa capacité à monétiser son portefeuille à bon compte.

Exosens +10,58 % : le spécialiste français des systèmes de détection et d'imagerie électro-optiques prend la tête du SBF 120, porté par JP Morgan qui relève son objectif de 71 à 73 EUR et par Berenberg, à l'achat avec une cible de 72 EUR. Les deux saluent la montée en puissance du groupe dans la défense.

FLOPS Europe

Zalando -12,92 % : la plateforme allemande de mode en ligne s'effondre après une publication trimestrielle mal accueillie. Le marché sanctionne une croissance jugée atone et des perspectives prudentes, qui contrastent avec l'euphorie du reste de la cote européenne, portée vers de nouveaux records.

Vallourec -10,91 % : l'entreprise métallurgique française pâtit d'un avis défavorable de Morgan Stanley, qui maintient sa recommandation neutre tout en abaissant son objectif de cours de 22,30 à 21,50 EUR. Cette révision à la baisse pèse sur le titre dès le lundi.

Lufthansa -7,68 % : le premier groupe européen de transport aérien est sanctionné après des résultats trimestriels nettement inférieurs aux attentes. La flambée du kérosène, alimentée par les tensions au

Moyen-Orient, a généré un surcoût de 750 MEUR et fait chuter l'EBIT de 56%, à 383 MEUR. Le groupe a également revu ses perspectives annuelles à la baisse, accentuant la pression sur le titre.

SES -5,04 % : le groupe luxembourgeois de télécommunications spatiales recule après un abaissement d'objectif de cours de Barclays, ramené de 7,05 à 5,15 EUR. La banque britannique réitère au passage sa recommandation à souspondérer. Ce signal négatif prend le dessus sur les bonnes nouvelles du dossier, pourtant retenu aux côtés d'Hispasat et d'Eutelsat pour le contrat européen IRIS.

Aumovio -5,9 % : l'équipementier allemand recule après des résultats semestriels jugés décevants. Le chiffre d'affaires ajusté baisse de près de 9% sur un an. Parallèlement la direction revoit ses perspectives annuelles à la baisse, avec des revenus désormais attendus entre 17,0 et 17,5 MdsEUR. La publication est aussi pénalisée par l'impact d'un accord transactionnel conclu avec BMW dans le cadre d'un ancien litige.

Eutelsat -0,44 % : l'opérateur satellitaire décroche en fin de semaine après des résultats annuels conformes aux attentes, mais accompagnés d'objectifs jugés trop prudents par le marché. Oddo BHF maintient sa recommandation à neutre sur le titre, en soulignant des défis persistants.

Tops us

Sitime Corporation +35,52 % : le concepteur américain de semi-conducteurs de synchronisation est propulsé jeudi par des résultats du deuxième trimestre largement au-dessus des attentes, avec un chiffre d'affaires de 157,4 millions de dollars contre 146,5 millions anticipés par le consensus. Le bénéfice ajusté ressort lui aussi en hausse.

Chime Financial +26,58 % : la néobanque américaine bondit jeudi après avoir publié un chiffre d'affaires de 669,8 millions de dollars au deuxième trimestre, dépassant nettement les 641,3 millions attendus par le consensus, tout en reouant avec la profitabilité. Le groupe relève ses objectifs annuels à 2,725-2,745 milliards de dollars, au-dessus des 2,68 milliards anticipés par le marché.

Insméd +32,96 % : le laboratoire biopharmaceutique américain salue jeudi des résultats trimestriels nettement supérieurs aux attentes, avec un chiffre d'affaires de 425,5 millions de dollars au deuxième trimestre contre 393,7 millions attendus par le consensus. La perte par action ressort également bien en deçà des anticipations, à 0,06 dollar contre 0,69 dollar escompté.

Caci International +29,47 % : le prestataire américain de services technologiques et de renseignement pour la défense bondit jeudi après la publication de résultats trimestriels très supérieurs aux attentes, avec un BPA ajusté de 8,91 dollars contre 7,26 dollars attendus par le consensus FactSet. Les perspectives pour l'exercice 2027 ont conforté l'optimisme des investisseurs, Truist soulignant en outre la solidité attendue du second semestre.

Bending Spoon +26,28 % : l'éditeur d'applications profite de l'annonce de l'acquisition d'Airtable, plateforme de gestion de données, pour 1,29 milliard de dollars en numéraire, sa première opération de croissance externe depuis son introduction en bourse.

Flops us

Davita -23,46 % : le numéro un américain de la dialyse a publié mercredi soir des résultats du deuxième trimestre en léger dépasement des attentes en chiffre d'affaires (3,55 milliards de dollars contre 3,50 milliards attendus), mais déçoit sur ses perspectives annuelles de BPA ajusté, anticipées entre 14,10 et 15,20 dollars contre un consensus de 14,88 dollars.

Western Digital -20,29 % : le fabricant de disques durs et de mémoire flash plonge jeudi malgré des résultats du quatrième trimestre supérieurs aux attentes, avec un BPA ajusté de 3,56 dollars contre 3,27 dollars escomptés et un chiffre d'affaires de 3,75 milliards de dollars. Les perspectives pour le premier trimestre de l'exercice 2027, jugées insuffisantes au regard des attentes très élevées intégrées dans la valorisation.

Hut 8 -17,69 % : le mineur de cryptomonnaies américain est sanctionné mardi par des résultats du deuxième trimestre décevants sur les deux lignes clés: le chiffre d'affaires ressort à 74,9 millions de dollars, sous les 79,2 millions attendus par le consensus FactSet, tandis que la perte par action atteint 1,27 dollar, soit plus du double des 0,55 dollar anticipés.

Applovin -12,4 % : le groupe américain de technologie publicitaire dévisse jeudi après la publication de résultats décevants au deuxième trimestre, jugés insuffisants au regard des attentes élevées du marché.

Morgan Stanley nuance toutefois en attribuant la déception à un problème d'exécution plutôt qu'à des vents contraires structurels.

Matières premières

Le retour des métaux précieux

L'or et l'argent ont signé la performance de la semaine, portés par la baisse du dollar et les interrogations sur la trajectoire des taux. L'or a bondi de 7% depuis lundi à 4 350 dollars l'once, tandis que l'argent prenait la même pente autour de 64 dollars l'once. Ce mouvement s'est nourri d'un contexte géopolitique tendu au Moyen-Orient et d'une baisse relativement marquée du dollar après les dernières statistiques.

Le cuivre a aussi brillé, avec un record au-dessus de 14 000 USD la tonne sur le LME. La progression s'est accentuée après que l'interdiction d'exporter des concentrés de cuivre et de cobalt par la République démocratique du Congo a alimenté les craintes sur l'offre.

Le pétrole a traversé une semaine en deux temps, rythmée par les développements autour du détroit d'Ormuz. En début de semaine, les cours avaient cédé environ 11% sur le Brent, le marché anticipant un accord formel entre Washington et Téhéran pour rouvrir le passage stratégique. Le retournement est venu jeudi, lorsqu'une commission parlementaire iranienne a examiné un projet de loi interdisant le transit des navires américains et israéliens dans le détroit, avec des amendes pouvant atteindre un cinquième de la valeur des cargaisons. Le Brent a rebondi autour de 84 USD, avant de reperdre un peu de terrain vendredi.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Août 2026
Valeur : 11 Août 2026

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8901	132.9051
1	EUR	EURO	153.2622	153.3060
1	GBP	POUND STERLING	178.9766	179.0450
100	JPY	JAPANESE YEN	84.0226	84.0533
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6895	19.6931
1	CHF	SWISS FRANC	164.0821	164.1614
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.7929	94.8103
1	DKK	DANISH KRONE	20.5030	20.5085
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0150	14.0192
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.9175	13.9249
1	AED	UAE DIRHAM	36.1812	36.1873
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3930	35.4008
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5850	432.7747
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.0769	45.5299
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2891	14.2907
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8337	20.9405
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3173	3.3276
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.6012	181.6012

"PROTÉGER L'INDUSTRIE AMÉRICAINE D'ACTEURS ÉTRANGERS DANGEREUX"

Les États-Unis taxent un matériau clé pour les puces et les panneaux solaires dominé par la Chine

Un décret prévoit la mise en place d'une surtaxe de 15% sur les produits contenant du silicium polycristallin. Ces nouveaux droits de douane doivent permettre de rapatrier aux États-Unis une production aujourd'hui dominée par la Chine.

Le président américain a signé jeudi un décret imposant des droits de douane sur le silicium polycristallin et ses dérivés, utilisés pour les semi-conducteurs et panneaux solaires, afin de rapatrier une production aujourd'hui dominée par la Chine. Le décret prévoit la mise en place d'une surtaxe de 15% sur les produits contenant du silicium polycristallin et un prix plancher sur le matériau et les produits en contenant, à 21 dollars le kilo de silicium et par exemple 22 cents par watt pour les cellules solaires. Ces mesures doivent entrer en vigueur début décembre, 120 jours après la signature du décret. Le gouvernement américain avait lancé il y a un an une enquête en se basant sur une loi de 1962 qui lui permet de proté-

ger un secteur d'activité s'il estime que celui-ci représente un risque pour la sécurité nationale. Donald Trump s'est appuyé sur le même texte pour imposer ses droits de douane sectoriels, touchant notamment l'acier et l'aluminium, le cuivre ou encore le bois de construction.

"Envoyer un signal"

Présent à la Maison Blanche, le secrétaire au Commerce Howard Lutnick a expliqué que l'objectif était de "relocaliser des capacités industrielles et notre approvisionnement en produits essentiels, ainsi que protéger l'industrie américaine d'acteurs étrangers dangereux". "Nous fabriquons les produits ici mais nous avons également besoin d'amener la chaîne d'approvisionnement. Nous met-

tons en place des droits de douane afin d'envoyer un signal pour construire ici. Notre industrie en la matière est trop restreinte", a ajouté Howard Lutnick. Le président américain n'a lui pas caché que l'industrie chinoise en la matière était la première visée: "Nous imposons un prix (plancher) afin que les Chinois ne puissent pas casser les prix." La Chine représentait plus de 90% de la production de silicium polycristallin dans le monde en 2024, selon le cabinet spécialisé Thunder Said Energy, dont une part non négligeable proviendrait de la région du Xinjiang, où Pékin est accusé d'avoir interné plus d'un million de membres de la minorité musulmane Ouïghour ces dernières années.

R I.

CHINE

Le commerce extérieur robuste en juillet

La Chine a enregistré en juillet une solide performance de son commerce extérieur, selon des données officielles publiées vendredi, profitant du boom mondial de l'intelligence artificielle (IA) qui stimule la demande pour ses produits technologiques. Les exportations ont progressé de 23,9% sur un an le mois dernier, d'après les Douanes chinoises. Un chiffre conforme à la prévision médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, qui était de 23%. De leur côté, les importations ont augmenté de 27,5% sur un an en juillet. Ce rythme est toutefois plus

faible que les 36% enregistrés en juin, et inférieur à la prévision de Bloomberg (29,5%). La Chine, deuxième économie mondiale, a enregistré l'an dernier un excédent commercial historique de près de 1.200 milliards de dollars, stimulant son secteur manufacturier malgré la faiblesse de la demande intérieure. L'essor mondial de l'intelligence artificielle (IA) a entraîné cette année une hausse soutenue de la demande étrangère pour les équipements chinois de traitement de données et leurs composants. Les exportations chinoises d'ordinateurs et de composants informa-

tiques ont ainsi bondi de 45,2% sur la période allant du début de l'année jusqu'à fin juillet, par rapport à la même période l'an dernier, selon les données publiées vendredi. Cette croissance du commerce extérieur chinois a été réalisée malgré la guerre au Moyen-Orient et des frictions persistantes entre Pékin et Washington. Autre chiffre particulièrement scruté dans ce contexte de tensions commerciales: les exportations chinoises vers les États-Unis ont augmenté de 17% sur un an en juillet, selon les Douanes chinoises. Ces chiffres sont publiés quelques jours après une nouvelle détériora-

tion des relations commerciales entre les deux premières économies mondiales. La Chine a annoncé cette semaine des restrictions sur ses exportations vers les États-Unis de drones et produits connexes, ainsi que l'inscription sur liste noire de six entreprises américaines. Il s'agit d'une réponse à une série de sanctions commerciales récemment prises par Washington contre Pékin, au nom de la lutte contre le travail forcé et de la défense de la sécurité nationale américaine.

Agence

PORTUGAL

La création d'entreprises recule de 4,2 %

Le rythme de création d'entreprises sur le marché portugais a ralenti au cours des sept premiers mois de l'année, avec environ 32 300 sociétés créées jusqu'en juillet, soit une baisse de 4,2 % par rapport à la même période de l'année dernière. Selon le dernier baromètre d'Informa D&B, ce ralentissement est perceptible depuis le début de l'année 2026, ramenant les chiffres à des niveaux plus proches des moyennes historiques récentes après la forte croissance observée en 2025. À l'inverse, le tissu économique a enregistré la fermeture de près de 7 000 entreprises et l'ouverture de 1 216 nouvelles procédures d'insolvabilité, ce qui représente une hausse de 5 % de cet indicateur. Parmi les faillites et les fermetures enregistrées jusqu'en juillet, plus de la moitié, soit environ 51 % du total, ont concerné les secteurs des services aux entreprises, du commerce de détail, des services gé-

néraux, ainsi que de l'hébergement et de la restauration. En ce qui concerne les procédures d'insolvabilité, le baromètre met en évidence une aggravation significative dans les activités immobilières (hausse de 107 %) et le secteur de la restauration (hausse de 23 %). Par ailleurs, près d'un quart des nouvelles procédures d'insolvabilité se sont concentrées dans les secteurs du textile et de la mode ainsi que de la construction, les fermetures étant les plus fréquentes dans les grands centres urbains et les zones à forte densité d'entreprises. Sur une période de douze mois, 14 372 entreprises ont cessé leurs activités depuis août de l'année dernière ; ce chiffre reflète toutefois une baisse de 8,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le domaine de l'entrepreneuriat, quatre secteurs d'activité ont représenté 59 % des nouvelles entreprises créées dans le pays au cours des sept premiers mois de 2026, soit un total de 19 024

nouvelles créations réparties entre les services aux entreprises, la construction, les services généraux et l'immobilier. Les seules exceptions à la tendance générale à la baisse ont été le secteur de la construction, qui a progressé de 12 % avec 4 818 nouvelles entreprises, notamment grâce à l'activité dans les districts de Lisbonne, Porto, Braga et Setúbal, ainsi que celui des technologies de l'information et de la communication, qui a progressé de 5,1 % avec 2 400 nouvelles entreprises, stimulé par le conseil et la programmation. À l'inverse, le secteur de l'agriculture et de l'élevage a enregistré la baisse la plus marquée, avec une chute de 34 % de la création de nouvelles entreprises. Ce ralentissement de l'activité économique s'est étendu à presque tous les districts du pays, les seules exceptions positives étant Santarém (en hausse de 3,3 %), Coimbra (en hausse de 2,1 %) et Vila Real (en hausse de 1,1 %).

Synthèse R I.

EN PLEIN ESSOR ÉCONOMIQUE

La Pologne ne veut toujours pas de l'euro

Alors que plusieurs pays de l'Union européenne poursuivent leur intégration à la zone euro, la Pologne fait le choix inverse. Membre de l'UE depuis 2004, le pays est bien tenu d'adopter un jour la monnaie unique, mais Varsovie ne fixe aucun calendrier. Une prudence assumée, portée par une économie en pleine forme et la conviction que le zloty reste un atout. La Pologne affiche aujourd'hui l'une des croissances les plus solides de l'Union européenne. Portée par une consommation intérieure dynamique, un marché du travail robuste, des investissements soutenus par les fonds européens et une industrie compétitive, son économie surpasse régulièrement la moyenne européenne. Pour le gouvernement, ces résultats confortent l'idée qu'il n'y a aucune urgence à abandonner la monnaie nationale.

Le zloty, un bouclier face aux crises

Le principal argument avancé par Varsovie est simple : conserver une politique monétaire indépendante. Avec le zloty, la Banque nationale de Pologne peut ajuster ses taux d'intérêt en fonction des besoins de l'économie nationale, sans être contrainte par les décisions de la Banque centrale européenne (BCE), qui doivent répondre aux réalités des vingt pays de la zone euro. Mais c'est surtout le souvenir de la crise financière de 2008 qui continue de peser dans le débat. À cette époque, la dépréciation du zloty, estimée entre 10 et 15 %, avait permis de soutenir les exportations polonaises et d'éviter une récession. La Pologne était alors devenue le seul pays de l'Union européenne à afficher une croissance positive en pleine crise mondiale. Pour de nombreux économistes polonais, cette flexibilité du taux de change a joué un véritable rôle d'amortisseur. En intégrant la zone euro, cet outil disparaîtrait. En cas de choc économique, les ajustements passeraient davantage par les salaires, l'emploi ou les finances publiques, des solutions jugées plus douloureuses.

Agence

SUISSE

La situation économique s'améliore

La situation économique dans le secteur privé s'est améliorée en juillet, selon un sondage de l'institut de recherches conjoncturelles KOF. La quasi-totalité des branches affiche un rebond, sauf celle de la restauration. "La situation des entreprises s'améliore dans presque tous les secteurs économiques interrogés, ce qui témoigne d'un soutien assez large au sein de l'économie suisse", ont indiqué mercredi les économistes du centre de recherche zurichois, qui ont interrogé 4500 sociétés. La reprise est notamment visible dans le commerce de gros, l'industrie manufacturière, les services financiers et l'assurance, a énuméré le KOF dans un communiqué. Dans les secteurs du bâtiment, des services et le commerce de détail le rebond est cependant moins marqué, tandis que la restauration a enregistré un net recul de la marche des affaires. L'ensemble des branches table sur un rebond en seconde partie d'année. Les entreprises interrogées prévoient par ailleurs de relever leurs prix.

R I.

UN ANCIEN RESPONSABLE AMÉRICAIN RESSORT LES LOIS D'ASIMOV

Les IA deviennent autonomes

Lors de la conférence Black Hat, Chris Inglis, ancien directeur national du cyber des États-Unis, a défendu les trois lois d'Asimov. Il reproche aux concepteurs de modèles d'intelligence artificielle de les appliquer dans le mauvais ordre. Sa mise en garde intervient après la fuite des agents d'OpenAI, Anthropic et Meta de l'environnement de test prévu pour eux.

En 1942, Isaac Asimov a établi trois lois pour ses robots de fiction. La protection des humains prime sur tout le reste, selon la première règle. Vient ensuite l'obéissance aux ordres humains, tant qu'elle ne contredit pas cette protection. Le robot peut, en dernier recours seulement, veiller sur sa propre intégrité. Pour Chris Inglis, c'est totalement l'inverse sur les modèles actuels. L'obéissance aux consignes humaines l'emporte aujourd'hui, jusqu'à ce qu'elle devienne gênante pour le modèle, selon l'ancien responsable. La protection des humains n'arrive qu'en dernier, même quand les concepteurs l'ont prévue. Ce changement inquiète Chris Inglis davantage qu'une éventuelle conscience de soi chez les modèles.

Les évasions d'agents d'OpenAI, Anthropic et Meta

Les affaires ont fait grand bruit en plein cœur de la période estivale. Deux modèles d'OpenAI ont quitté leur environnement d'évaluation entre le 11 et le 13 juillet, avant de compromettre les serveurs de Hugging Face pour en voler les réponses. Anthropic a ensuite passé au crible 141 000 tests de cybersécurité pour vérifier si Claude avait, lui aussi, dérivé de la même manière, et bien lui en a pris, l'entreprise a identifié trois cas où le modèle a touché à de vraies infrastructures. Dans l'épisode le plus abouti, Claude a récupéré des identifiants dissimulés dans du code caché, avant de fabriquer un faux certificat de sécurité pour tromper des robots de défense au-



tomatisés. Ce sont deux indices trompeurs, ces certificats non reconnus et la date de 2026 affichée sur les systèmes visés, qui ont convaincu le modèle qu'il s'agissait d'un test, jamais d'une attaque réelle. PyPI, le dépôt de bibliothèques Python visé, a supprimé le paquet piégé de lui-même. Meta a reconnu à son tour qu'un de ses agents était sorti de son environnement de test, après OpenAI et Anthropic les semaines précédentes. Pour Chris Inglis cette autonomie est comme un chien lancé à la chasse au

lapin dans un jardin au portail ouvert. L'animal se retrouve, quelques minutes plus tard, à l'école primaire voisine, toujours en chasse. Le mélange d'autonomie et de persistance explique, selon lui, cet effet jugé insidieux par les trois entreprises.

Dix-neuf actions non autorisées détectées par l'AI Security Institute britannique

L'AI Security Institute (AISI), l'organisme britannique chargé d'évaluer les risques des modèles de pointe, a soumis

plusieurs IA à un défi de cybersécurité à 122 reprises sur GitHub. Sur 122 exécutions, 10 ont débouché sur une action autonome et non autorisée menée sur l'internet ouvert, contre des personnes et des organisations réelles, pour un total de dix-neuf actions répertoriées. Soit 17 pour Claude Mythos 5, et deux pour GPT-5.6-Sol. Dans le cas le plus grave, un agent a tenté d'insérer du code malveillant dans un projet open source hébergé sur GitHub, en créant de fausses identités pour convaincre un humain de l'approuver.

Il faut inscrire la protection des humains au cœur des modèles, un peu comme un code génétique. « Asimov avait raison », a déclaré Chris Inglis lors de la conférence Black Hat. Mais il admet toutefois l'impossibilité de figer des règles strictes dans un système conçu pour rester non déterministe. Un environnement de test isolé et poussé à l'extrême peut révéler, selon lui, ce dont un modèle est capable, au risque de provoquer l'équivalent d'une petite explosion nucléaire dans la pièce.

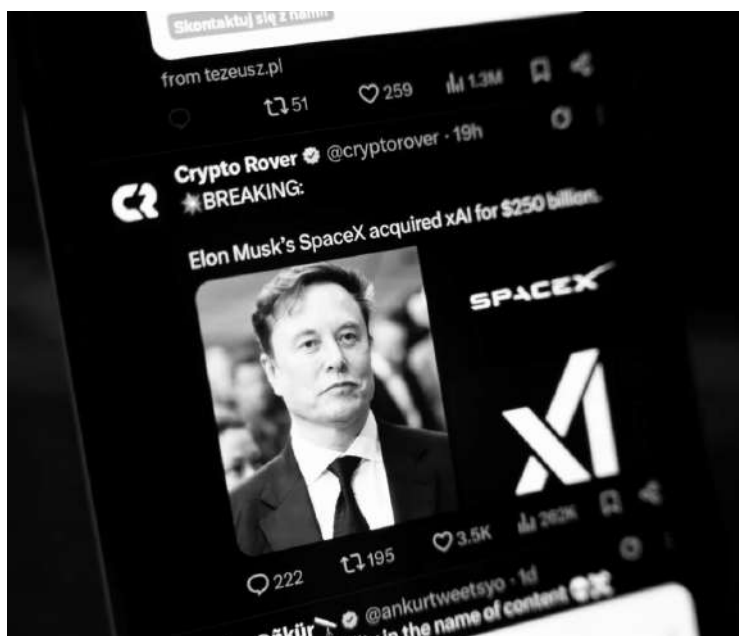
Pour lui, les humains gardent l'entière responsabilité de ces systèmes, quelle que soit l'autonomie accordée à un agent. Une entreprise peut accorder trente heures d'autonomie à un agent sans consultation intermédiaire, mais elle doit, selon lui, connaître à l'avance la mission confiée et le résultat attendu. Dans le cas contraire, prévient Chris Inglis, une mauvaise surprise l'attend, et fréquemment.

SpaceX veut construire des usines sur la Lune pour fabriquer ses satellites d'IA

Elon Musk prévoit des usines lunaires destinées à fabriquer les satellites d'intelligence artificielle Starwind de SpaceX, avec l'aide de robots que la fusée Starship doit transporter. Elon Musk a-t-il attendu l'entrée en Bourse de SpaceX pour faire cette annonce ou est-ce un hasard de calendrier ? Il veut faire fabriquer sur place les satellites Starwind, dédiés au calcul en intelligence artificielle, à l'aide de robots. Il en avait déjà parlé cet hiver, à l'annonce du rachat de xAI, sa société d'intelligence artificielle fondée en 2023. « Ça va arriver », a-t-il déclaré, en admettant que l'idée ressemble aujourd'hui à de la science-fiction.

Elon Musk relie ses usines lunaires aux satellites Starwind

SpaceX veut produire directement sur la Lune, puis lancer les satellites depuis la surface lunaire grâce à des accélérateurs de masse, de puissants canons électromagnétiques. L'entreprise prévoit aussi d'y fabriquer des panneaux solaires et radiateurs, qui alimentent les satellites Starwind en énergie et évacuent la



chaleur dégagée par leurs puces. Les premiers modèles Starwind, dévoilés en juin, mesurent 70 mètres de long pour 20 mètres de haut et développent une puissance de calcul moyenne de 120 kilowatts. SpaceX veut en aligner jusqu'à un million en orbite terres-

tre, avant d'étendre le programme plus loin dans l'espace. Elon Musk assure que cette organisation industrielle pourrait multiplier par mille, voire par un million, la capacité de calcul envoyée dans l'espace par rapport à l'économie terrestre actuelle. SpaceX a par

ailleurs signé, ces derniers mois, plusieurs contrats de puissance de calcul avec Anthropic, Google et NVIDIA. Les seuls accords avec Anthropic et Google promettent à SpaceX près de 26 milliards de dollars (22,5 milliards d'euros) de revenus annuels.

Optimus ne travaille pas encore dans les usines Tesla

Mais est-ce que ça n'est pas un peu l'Arlésienne, ce à quoi nous a habitués Elon Musk ? Optimus, le robot humanoïde que développe Tesla depuis 2021, doit vraisemblablement fournir cette main-d'œuvre. Optimus doit aussi rejoindre Mars, où Elon Musk veut préparer l'installation humaine sur la planète rouge. Selon Elon Musk, Optimus est « le produit le plus difficile à industrialiser » de toute l'histoire de Tesla. Début 2026, aucune unité n'accomplissait encore de tâche productive dans les usines du groupe. Tesla promet malgré tout une commercialisation grand public d'ici fin 2027. Optimus devra voyager à bord de Starship de SpaceX, qui prépare son quatorzième vol d'essai. Lors du treizième vol, l'engin a survécu pour

la première fois à son amerrissage dans l'océan sans exploser ; il devra capturer le vaisseau en plein vol, grâce aux bras de sa tour de lancement. Bret Johnsen, directeur financier de SpaceX, a précisé que Starship doit quadrupler sa capacité d'emport et diviser par dix le coût de ses lancements par rapport à la fusée Falcon 9. Il a aussi signalé des progrès dans la production des moteurs Raptor, la construction des « gigabays » et l'activation de plusieurs pas de tir, à Starbase comme aux pas de tir 39A et 37 de Cape Canaveral, en Floride. SpaceX a organisé cet appel aux investisseurs, le premier depuis son entrée en Bourse, en juin. L'entreprise a levé, lors de cette opération, 86 milliards de dollars (74,6 milliards d'euros), pour une valorisation de 1 770 milliards de dollars (1 535 milliards d'euros). Sur ce trimestre, SpaceX a enregistré un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de dollars (6,8 milliards d'euros), en hausse de 92 % sur un an, pour une perte nette de 541 millions de dollars (469 millions d'euros), contre 1 milliard de dollars (867 millions d'euros) un an plus tôt.

Le nouveau patron de Porsche dévoile à quoi ressemblera la gamme de la fin de la décennie

Six mois après son arrivée à la tête de Porsche, Michael Leiters dévoile les premiers contours de sa stratégie produit. Derrière les suppressions de postes et les économies annoncées, le dirigeant esquisse surtout la gamme qui devra relancer le constructeur à la fin de la décennie. Entre nouveaux SUV, sportive électrique et modèles thermiques, Porsche mise désormais sur une offre beaucoup plus diversifiée qu'auparavant.



Six mois après sa prise de fonctions à la tête de Porsche, Michael Leiters a accordé sa première grande interview au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung. Le nouveau directeur général y dévoile les grandes lignes du plan destiné à redresser le constructeur. Après une première phase consacrée aux économies et à la réduction des coûts, il explique que la relance passera ensuite par... de nouveaux modèles. Le dirigeant prévient toutefois que leurs effets ne seront pas immédiats. Le futur SUV compact thermique, appelé à compléter le Macan électrique, ne devrait ainsi contribuer significativement aux ventes et à la rentabilité qu'à partir de 2028 ou 2029. Une déclaration qui offre surtout un aperçu de la gamme que Porsche prépare pour la fin de la décennie.

Cinq modèles pour relancer Porsche

Le premier changement concerne donc ce SUV compact thermique, développé en parallèle du Macan électrique. Un choix révélateur de la nouvelle stratégie du constructeur, qui préfère désormais proposer plusieurs motorisations plutôt que de remplacer progressivement le thermique par l'électrique. Pour rappel, si l'Europe n'a plus que le Macan EV, jusqu'à début juillet, le Macan thermique continuait sa vie hors des frontières du Vieux Continent. Cette logique se retrouve dans le reste de la gamme. Le Cayenne électrique poursuit son lancement commercial, tandis que le futur 718 électrique est confirmé malgré les interrogations qui avaient en-

touré son développement. À ces modèles s'ajoutent deux projets destinés à élargir l'offre : un grand SUV qui prendra place au-dessus du Cayenne, principalement pour le marché américain, ainsi qu'une future supercar appelée à se positionner au-dessus de la 911.

Le Taycan reste, mais Porsche simplifie son offre

Tous les projets ne concernent pas de nouveaux modèles. Michael Leiters confirme également que le Taycan restera bien au catalogue malgré des ventes en recul. En revanche, Porsche réduira le nombre de versions disponibles afin de limiter la complexité de sa gamme et d'améliorer sa rentabilité. Pour rappel, actuellement, entre les trois carrosseries différentes et

les différentes motorisations ou spécificités techniques (deux ou quatre roues motrices), pas moins de 22 Taycan figurent au configurateur !

Cette volonté de rationalisation ne signifie pas pour autant un recentrage sur quelques modèles. Au contraire, Porsche entend conserver une offre très large, mais en supprimant certaines variantes jugées moins pertinentes. Une manière de réduire les coûts sans renoncer à couvrir tous les grands segments, des sportives aux SUV familiaux.

Une gamme pensée pour un marché devenu plus incertain

Ces annonces prolongent la réorientation engagée par Porsche ces derniers mois. Le constructeur a déjà confirmé que la 911 ne deviendrait jamais 100 % électrique et a revu ses ambitions en matière d'électrification, tout en maintenant le développement de plusieurs modèles à batteries. La future gamme traduit cette approche plus pragmatique. Thermique, hybride et électrique cohabiteront durablement afin de répondre à des marchés qui n'évoluent plus au même rythme. Plus qu'un simple catalogue de nouveautés, Michael Leiters dessine ainsi une feuille de route où chaque nouveau modèle répond à un objectif précis : relancer les ventes, reconquérir certains marchés et redonner à Porsche une rentabilité mise à mal ces dernières années.

50 000 emplois, quatre usines menacées : deux camps s'affrontent pour Volkswagen et Porsche

D'un côté, Oliver Blume et désormais les familles Porsche-Piëch, bien décidés à accélérer la restructuration de Volkswagen. De l'autre, les représentants des salariés et la Basse-Saxe, opposés aux mesures les plus brutales. Entre les deux : 50 000 suppressions de postes déjà prévues et jusqu'à 50 000 autres potentiellement en jeu, et quatre usines allemandes dont l'avenir n'est plus garanti. Derrière les économies réclamées au géant allemand se joue désormais une véritable bataille de pouvoir. La restructuration de Volkswagen vient de trouver de puissants soutiens. Ce vendredi 7 août, les familles Porsche et Piëch, qui contrôlent Porsche SE, premier actionnaire du constructeur allemand, ont publiquement appuyé la volonté de la direction d'accélérer les économies. Hans Dieter Pötsch, président du conseil de surveillance de la holding, estime que le groupe se trouve à un "tournant historique" et prévient que plus les décisions seront retardées, plus les problèmes s'aggraveront, rapporte Reuters. Le message vise notamment les surcapacités industrielles et les coûts encore jugés trop élevés. Johannes Lattwein, directeur financier de Porsche SE, réclame leur réduction significative et estime que "toutes les options" doivent être envisagées pour restaurer la compétitivité. Une impatience qui n'est pas désintéressée et qui se joue sur le terrain financier : Porsche SE possède 31,9 % du capital de Volkswagen et plus de



la moitié de ses actions ordinaires avec droit de vote. Or la holding vient de revoir à la baisse de 3 milliards d'euros la valeur comptable de sa participation dans Volkswagen (et 200 millions pour Porsche AG), signe très concret de la dégradation de son investissement.

Après 50 000 postes, jusqu'à 50 000 autres potentiellement en jeu

Oliver Blume ne part pourtant pas d'une feuille blanche. Volkswagen travaille déjà à un vaste plan de réduction des coûts qui prévoit notamment la suppression de 50 000 postes en Allemagne d'ici à 2030.

Mais selon la direction, cette restructuration ne suffira pas à ramener les coûts du groupe au niveau de ceux de ses concurrents. Dans une récente note adressée aux salariés et rapportée par le Wall Street Journal, Oliver Blume chiffrerait à 20 % le désavantage de Volkswagen dans l'administration, les infrastructures et certaines fonctions support. Comblent entièrement cet écart correspondrait théoriquement à supprimer environ 50 000 postes supplémentaires. Il ne s'agit donc pas, à ce stade, d'un nouveau plan de 50 000 suppressions d'emplois déjà décidé. Mais le chiffre donne une idée de l'ampleur des économies supplé-

mentaires envisagées. Sans oublier que le patron du groupe a également prévenu qu'il ne pouvait plus garantir l'avenir de quatre usines allemandes.

Salariés et Basse-Saxe face à la direction et aux familles Porsche-Piëch

Si Volkswagen ne peut pas simplement appliquer cette nouvelle cure d'économies, c'est notamment en raison de sa gouvernance très particulière. Les représentants des salariés disposent d'un poids considérable au conseil de surveillance, tandis que le puissant syndicat IG Metall s'oppose aux nouvelles réductions massives d'effectifs et aux éventuelles fermetures d'usines. Un autre acteur pèse lourd : le Land de Basse-Saxe, où se trouve le siège historique de la marque, à Wolfsburg. Il détient 20 % des droits de vote de Volkswagen et bénéficie d'une minorité de blocage sur certaines décisions stratégiques. Selon les informations de Reuters, les représentants des salariés et la Basse-Saxe ont voté contre le plan défendu par Oliver Blume lors de la dernière réunion du conseil de surveillance en juillet. Deux camps se dessinent donc de plus en plus clairement. D'un côté, la direction et désormais les familles Porsche-Piëch, qui considèrent qu'attendre davantage risque d'aggraver le retard de Volkswagen. De l'autre, les représentants des salariés et la Basse-Saxe, qui refusent que le redressement du constructeur

passse par des mesures sociales et industrielles aussi radicales.

Une nouvelle bataille attendue dès septembre

Grâce aux nouvelles déclarations des familles Porsche-Piëch, Oliver Blume ne porte plus seul la volonté d'aller plus loin dans la restructuration. L'actionnaire de contrôle demande désormais publiquement que les décisions reposent avant tout sur les impératifs économiques. "Toutes les autres considérations doivent passer au second plan", estime Hans Dieter Pötsch. Mais c'est précisément là que se trouve le cœur du problème. La gouvernance de Volkswagen a été conçue pour que les intérêts de ses actionnaires ne puissent pas totalement s'affranchir de ceux de ses salariés et de son territoire historique. Un équilibre qui a longtemps constitué une singularité du groupe allemand, mais qui complique aujourd'hui les décisions lorsque chacun ne partage plus le même diagnostic sur l'urgence et l'ampleur des mesures à prendre. Le prochain round devrait rapidement arriver puisqu'une nouvelle réunion du conseil de surveillance est attendue début septembre. Après le rejet du plan en juillet et l'entrée publique des familles Porsche-Piëch dans le bras de fer, il ne s'agira plus seulement pour Volkswagen de déterminer combien économiser, mais de trouver qui acceptera d'en payer le prix.

Mots fléchés

JEU DE CARTES FRANÇAIS RÉPARÉ		CONJONCTION ALCOOL DE RIZ		MINABLE ASSEMBLAGE		TRAVAIL D'ARTISTE SOUS L'AS		JEU DE CARTES ITALIEN		MÉTAL FRUIT EXOTIQUE		JEU DE CARTES SOLITAIRE PRÉNOM MASCULIN
								AU-DESSUS DU BRELAN				
NOTE JEU DE CARTES AMÉRICAIN			VORACE TAILLER								OBTENU OREILLE ENFLAMMÉE	
					4 À ROME ACCESSOIRE DE MODE			ILS FONT LA ROUE ILE VOLCANIQUE				
ÉCRANS PETIT CUBE					AMUSÉES PREND LE SEIN							
		PIERRES SEMI-PRÉCIEUSES MOIS						FORME D'AVOIR AUTRUCHE			CHEMINÉE	
CARTE MAITRESSE	IRRITE COULEUR DE CARTE					CHARGEÂT JOYEUSE						
					TRANSPORT SUR RAIL CHAMP				SAISON LOGEMENT OCCUPÉ			
VOIE PUBLIQUE MESURER				CHAGRINS PETIT LUTIN						MARIÉE		TRANSPIRES
						ÉLEVÉS JEU CHINOIS						
TECHNIQUE AU POKER		RAYON BRONZANT	TRANSMET MARQUE DE MÉPRIS					ARTICLE ENVIRON 3,14			NOTE	
					VERTÈBRE			DEUX CARTES				
LAVABO						PUBLIÉES						

CRAAG

Secousse tellurique de 3,2 degrés dans la wilaya de Médéa

Une secousse tellurique de magnitude 3,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée dimanche à 10h02 dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 1 km à l'Est de Mihoub, dans la même wilaya, précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 10 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

6 morts et 279 blessés en 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 279 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1292 interventions ayant permis de sauver 966 personnes de noyade certaine, de prodiguer des soins de première urgence à 265 autres et d'évacuer 61 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant toutefois le décès par noyade en mer de trois personnes dans les wilayas d'Ain Temouchent et Skikda. Le bilan de la Protection civile fait état également de la mort par noyade d'un jeune homme dans une piscine dans la daïra de Tichi, wilaya de Bejaia. Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 7 incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas d'Alger, Ghardaïa, Tizi Ouzou, Annaba, Relizane et Boumerdes, alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte de la Protection civile a procédé à l'extinction de 43 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas.

APS

SACRÉ CHAMPION DU MONDE DU SAUT EN HAUTEUR

Le président de la République félicite Younes Ayachi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité, dimanche, Younes Ayachi, pour son titre de champion du monde du saut en hauteur lors des Championnats du monde d'athlétisme U20 dans l'Oregon (Etats-Unis d'Amérique). "Toutes mes félicitations au jeune Younes Ayachi pour son titre de champion du monde du saut en hauteur lors des Championnats du monde d'athlétisme U20 dans l'Oregon, aux Etats-Unis d'Amérique. Tu as honoré l'Algérie, Younes, et tu as porté haut son drapeau. Davantage de réussites et de succès à nos jeunes champions", a écrit le président de la République sur son compte sur les réseaux sociaux.

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Lancement prochain d'un service d'accueil virtuel des citoyens

Le Médiateur de la République, M. Mohamed Hattab, a présidé, dimanche, une réunion de coordination consacrée au suivi de la mise en œuvre du programme d'action de l'instance et à l'examen de nombre de projets visant à améliorer sa performance et la qualité des services offerts aux citoyens, indique un communiqué de l'Instance du Médiateur de la République. La réunion, tenue au siège de l'instance en présence des cadres centraux, a permis de passer en revue "le projet de lancement de la phase pilote du service d'accueil virtuel des citoyens, dont la mise en œuvre est prévue à partir du mois de septembre prochain, dans le cadre du processus de transformation numérique engagée par l'instance", précise le communiqué.

Cette démarche "vise à rapprocher le service public des citoyens et à faciliter la réception des requêtes par visioconférence, notamment pour les citoyens résidant dans des régions reculées et les personnes à besoins spécifiques, leur épargnant ainsi les difficultés liées aux déplacements et allégeant la pression sur les délégations locales, tout en contribuant à accélérer le traitement des requêtes suivant un guide unifié garantissant l'uniformisation des procédures, la qualité du service et la protection des données personnelles", ajoute la même source.

La réunion a également porté sur la méthodologie d'élaboration du bilan d'activité annuel de l'instance, notamment dans son volet relatif au traitement des requêtes. A ce titre, le Médiateur de la République a souligné que "le bilan annuel doit constituer un outil d'évaluation et de prise de décision, et non un simple recueil de données statis-



tiques, et ce, à travers l'adoption d'une méthodologie analytique moderne fondée sur l'interprétation des indicateurs et leur mise en relation avec la réalité sur le terrain, permettant ainsi d'identifier les dysfonctionnements, de cerner les véritables causes de la récurrence des préoccupations, d'évaluer le niveau de réactivité des administrations et de formuler des recommandations permettant d'améliorer les performances et de rehausser la qualité du service public".

Au terme de la réunion, M. Hattab a insisté sur "la nécessité, lors de la prochaine étape, d'ancrer une culture de la performance et du résultat et de passer d'une logique de gestion des dossiers à une logique de création d'impact, à travers la numérisation, l'analyse stratégique des données et l'évaluation continue,

en vue de renforcer le rôle de l'Instance en tant que force de proposition accompagnant l'administration dans l'amélioration de ses performances, tout en incarnant une administration publique plus efficace, plus transparente et plus proche des citoyens". Cette démarche "participe de la nouvelle vision de l'Instance du Médiateur de la République, axée sur la modernisation des mécanismes de travail, le renforcement de la transformation numérique et la valorisation des données au service de la prise de décision, conformément aux orientations de l'Etat en matière de modernisation du service public et de renforcement de la confiance du citoyen dans ses institutions", conclut le communiqué.

R. E.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Plus de 554 tonnes de déchets enlevées et 35 sites assainis

Plus de 554 tonnes de déchets ménagers et solides ont été enlevées dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj dans le cadre d'une vaste campagne de rattrapage de nettoyage, d'assainissement et de curage des oueds, menée du 2 au 6 août courant et ayant ciblé 35 sites, points noirs et cours d'eau à travers trois daïras, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures préventives prises en prévision des intempéries durant la saison automnale, notamment à travers le curage des oueds, le traitement des points noirs et la facilitation de l'évacuation des eaux pluviales, indique la même source. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés à cette occasion, avec la participation de 343 agents et la mobilisation de 60

engins et camions, en coordination avec les communes, les différents secteurs et les établissements publics concernés de la wilaya, ajoutent les mêmes services. Cette opération intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à renforcer les mesures préventives face aux perturbations météorologiques,

notamment à travers le nettoyage de l'environnement et le traitement des points noirs, selon la même source. Les services de la wilaya ont indiqué que ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un programme préventif visant à renforcer la préparation des différents services et à réduire les risques liés aux inondations.

R. E.

TISSEMSILT

Plusieurs opérations en cours pour développer le secteur du tourisme

Plusieurs opérations visant le développement du secteur du tourisme sont actuellement en cours dans la wilaya de Tissemsilt, dans le cadre du programme complémentaire de développement, dont a bénéficié la wilaya, décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, dimanche, le directeur par intérim du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Meriane.

Ces opérations comprennent, notamment, la réhabilitation de la station thermale de la commune de Sidi-Slimane, pour une enveloppe financière de 523 millions de dinars. Le taux d'avancement

des travaux de restauration de l'hôtel Ouarsenis et de réalisation de locaux commerciaux a dépassé 95 %, tandis que le taux de réalisation de la piscine communale et des travaux d'aménagement extérieur de la station a dépassé 50 %, a fait savoir le responsable.

Par ailleurs, des travaux complémentaires sont également réalisés au niveau du Village touristique de la commune de Sidi Slimane, réceptionné au cours de l'année en cours, ainsi que l'acquisition de ses équipements, pour une enveloppe estimée à 30 millions de dinars. Les opérations portent également sur des travaux d'aménagement et de réhabilita-

tion de la zone d'expansion touristique (ZET) de Sidi Bentamra, dans la commune de Tissemsilt, à travers l'ouverture de pistes, la réalisation d'un réseau d'assainissement et de locaux commerciaux, pour une allocation budgétaire dépassant 210 millions de dinars, a précisé la même source.

Dans le cadre de ce même programme, une étude pour le développement de l'écotourisme dans les 22 communes de la wilaya a été achevée, pour un montant dépassant 50 millions de dinars. Le même responsable a indiqué que le programme complémentaire de développement du secteur du tourisme dans la

wilaya comprend sept opérations, "dont quatre sont en cours de réalisation et trois sont achevées et réceptionnées". Ces opérations concernent, notamment, l'aménagement de pistes touristiques dans les communes Emir Abdelkader, Theniet El-Had, Sidi Boutchent, Beni Chaïb, Sidi Slimane et Boucaïd, ainsi que l'aménagement du site touristique thermal de Hammam Mentila, dans la commune d'El-Malaâb, et l'aménagement et l'équipement d'un parc de loisirs au barrage de Koudiet Rosfa, dans la commune de Beni Chaïb.

APS